

CHADLI EST-IL MENACE ?

ALGERIE

LZAYER TILELLIT الجزائر الحرة

MAI 1988 n° 13

FORUM DU LIBRE DEBAT

PRIX : 10 FRANCS

Fondateur : Ali Mecili

Directeur de la publication : Youcef Djedra

DJURDJURA

« J'ai choisi la chanson à un moment où dans ma vie le besoin de me faire entendre était devenu urgent. »



Djurdjura : hymne à la joie.

M 2335 - 13 - 10,00 F



SOMMAIRE

POLITIQUE

Editorial
Interdiction de
« Demain l'Algérie »
VI^e Congrès du FLN
p. 2-3

DROITS DE L'HOMME

Affaire Mecili
p. 4

EVENEMENT

Alger joue les maquignons
Abou Jihad, une figure noble
p. 5

SOCIETE

Le bus est surchargé
L'école fondamentale
a des ratés
p. 6-7

INTERNATIONAL

Le Kurdistan irakien
Gorba fera-t-il son alyah ?
p. 8-9

MEMOIRE

19 mai 1956, l'appel du
maquis aux étudiants
p. 10

DOCUMENT

L'assassinat politique,
une pratique historique
p. 11

IMMIGRATION

Congrès de SOS-Racisme
Le club Citoyenneté et
immigration
Interview de H. Abdallah
Paysage audiovisuel et
immigration
p. 12-13

EXCLUSIVITE

Interview de Djurdjura
p. 14

CULTURE

Cinéma : Cry Freedom
Musique : Poésies berbères
Publications
p. 15

SPORTS

Panorama sportif
p. 16

BREVES

p. 16

EDITORIAL Le détournement d'avions est-il un art ou une science ?

Au détour du détournement d'un Boeing, l'Algérie s'est trouvée propulsée au rang d'acteur international privilégié. Les Algériens n'ont pas caché leur joie et leur fierté de voir se dénouer, sans violence, dans leur capitale, le drame des trente et un passagers retenus à bord de l'avion koweïtien. Joie à la mesure de l'épouvante inspirée par la froide exécution de deux otages sur l'aéroport de Larnaca. Fierté, parce que notre pays continue de bénéficier d'un prestige qui a permis aux autorités de mener à bien leur médiation. La communauté internationale a accueilli avec satisfaction la libération des otages à Alger. A l'exception des gouvernements anglais et américain qui avaient milité pour la capture du commando et qui déplorent sa disparition dans la nature. De ce fait, n'est-il pas scandaleux qu'ils se soient acharnés à remuer ciel et terre afin de faire libérer leurs propres citoyens pris en otages, sans poser de conditions, allant même jusqu'à offrir, en échange, d'importants lots d'armements ?

La vie d'un Arabe n'aurait-elle pas la même valeur que celle d'un Américain ? Ont-ils oublié la complaisance qu'ils ont affichée lors du détournement historique des responsables du FLN par l'armée française en octobre 1956 ? Il est vrai que cet acte de piraterie, qui passe pour être l'un des premiers du genre, relevait du terrorisme d'Etat envers lequel on

est indulgent, surtout quand il est pratiqué par des alliés comme au Chili et dans les territoires occupés de Gaza et de Cisjordanie.

Il y a dans cette double politique, une discrimination, un véritable détournement des droits de l'homme qui, par essence, sont des exigences universelles. Les droits de l'homme ne sont pas faits pour les Nègres et les Arabes, proclamaient les colonialistes.

C'est pourquoi l'ère de la décolonisation s'est ouverte sous le signe des droits de l'homme, et c'est même par l'énoncé de ces exigences de justice et de liberté qu'elle se distinguait de l'ère coloniale. La révolution algérienne, avait un impact considérable dans l'opinion internationale et surtout dans le tiers monde, parce qu'elle était porteuse d'aspirations démocratiques. La capacité du peuple algérien à se mobiliser, la volonté de participation des hommes et des femmes au libre développement du pays, constituaient l'atout principal de l'Algérie. Le détournement de souveraineté au profit de féodalités militaro-policières, derrière la façade d'un Etat félichsé, a anéanti ce capital avec pour conséquences les phénomènes de régression que l'on connaît. La persistance d'un système clos est plus qu'un crime, une faute. Les politiques de prestige, les prouesses policières peuvent détourner l'attention, elles ne peuvent conjurer la montée des périls.

INTERDICTION DE « DEMAIN L'ALGERIE »

Par arrêté du ministre de l'Intérieur, en date du 23 mars 1988, la revue *Demain l'Algérie* vient d'être interdite au motif que « sa circulation, sa destination ou sa mise en vente sont, dans le contexte actuel, de nature à porter atteinte aux intérêts diplomatiques de la France ».

Le ministère de l'Intérieur considère, d'autre part, que *Demain l'Algérie* constitue une reprise de la dernière revue proche du Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA) de Ben Bella, interdite aussi par arrêté du 4 décembre 1987 pour les mêmes motifs.

L'équipe de rédaction, dans un communiqué dans lequel elle proteste contre cette décision arbitraire, déclare que « *Demain l'Algérie* est l'œuvre d'une équipe d'hommes et de femmes de tous âges et de toutes conditions, organisés ou indépendants, mais

tous attachés à la défense des libertés démocratiques, du pluralisme politique... » Quant aux « intérêts diplomatiques de la France », le communiqué ajoute : « Nous ne voyons pas en quoi nous y porterions atteinte en militant, dans le respect des lois et règlements du pays d'accueil, pour une Algérie démocratique, pacifique et tolérante, où les droits fondamentaux des hommes et des femmes seraient reconnus et garantis ».

Arbitraire, cette décision l'est d'autant plus, qu'en dehors de toutes considérations, quant au contenu de cette revue qui ne pourrait aucunement justifier l'argument avancé, c'est la liberté d'expression et d'information, piliers fondamentaux de toute démocratie, qui viennent d'être bafoués. Aucune raison d'Etat ne saurait justifier de telles discriminations.

CENSURE OU AUTOCENSURE Où est la différence ?

Pour éviter le risque de n'être considérée que comme un instrument du pouvoir, créée dans le but de nuire à l'existence de la LADH présidée par maître Ali Yahya Abenour, reconnue internationalement, la LADH gouvernementale alterne actions discrètes et réunions publiques. La dernière du genre s'est tenue les 7 et 8 avril dernier, au Riadh El Feth, à l'occasion du premier anniversaire de sa fondation. Le thème abordé fut « le créateur face à l'expression », titre hermétique qui masque son véritable objet : la censure. C'est d'ailleurs pour cette raison que le public a boudé la première réunion, malgré son annonce par voie de presse. Mais c'est aussi un indice sérieux de l'état d'esprit des animateurs de cette ligue craignant les mots, les vidant même de leur sens. Au fait, si l'offensive politique n'est pas franchement déclenchée d'en haut, à l'image de la campagne gorbatchévienne en URSS, on trouve toujours des esprits tortueux pour gloser à côté du sujet.

La crainte des mots

Ouvrant la séance, Rachid Boudjedra, secrétaire général de la LADH gouvernementale, déclarait qu'en Algérie il n'y a pas de censure mais seulement de l'autocensure. Et de citer longuement, pour argumenter, les textes officiels. Rachid Boudjedra a été obligé d'écourter son discours, prononcé en arabe, tant l'assistance le trouvait soporifique.

Rachid Mimouni, écrivain, récuse ce point de vue et cite son propre cas, obligé d'éditer ses livres à l'étranger afin d'échapper à la censure. Plusieurs écrivains, sinon l'écrasante majorité, sont logés à la même enseigne. Le poète, mais néanmoins stalinien, Bachir Hadj Ali, trouve la démarche de Mimouni peu adéquate et s'insurge contre ce procédé. Il oublie que ces poèmes ont été édités en France chez P.-J. Oswald.

Dans un autre genre, Dalia Morsly, journaliste, s'est inquiétée que la langue berbère et l'arabe dialectal n'aient pas droit de cité. Elle donne l'exemple du journal du parti, *Révolution africaine*, qui a traduit un article du kabyle au français.

Cette intervention provoqua une levée immédiate de boucliers de la part des nombreux arabisants présents dans la salle et qui ont eu recours aux stéréotypes les plus éculés. Il est décidément des sujets bien sensibles ! La diatribe n'en resta pas là puisque Zaim, Benaïssa (dramaturge) et Benmiloud (psychiatre et membre de la ligue Ali Yahya) volèrent au secours de Morsly. Arezki Dahmani, universitaire à Tizi-Ouzou, recentra le débat, en attirant l'attention du public sur l'inexistence de champs de liberté en Algérie.

Il soutint que les seuls champs de débats existants appartiennent exclusivement à l'Etat. Et de citer en exemple la réunion

du jour. Il dit en substance que ce séminaire n'aurait jamais pu avoir lieu s'il n'avait pas été préalablement autorisé par les autorités supérieures.

Quelques vérités

Toujours est-il que la discussion fut fort animée. Les uns appelant un chat un chat, c'est-à-dire la censure, la censure ; d'autres usant de périphrases, ne voyant qu'un manque d'audace et de courage chez les gens.

Mais la réunion dans son ensemble n'a pas manqué de sel et Anouar Abdelmalek, ex-jour-

traire. Le peintre Denis Martinez s'est plaint du sort réservé à ses toiles, dévalorisées par des responsables politiques incultes, tandis que le professeur Boucebsi évoqua le cas du docteur Sadi, lésé pour l'obtention de son diplôme de psychiatrie à cause de son engagement politique, alors qu'il avait été reçu avec mention « félicitation » à l'examen.

Un niveau peu élevé

De l'avis de quelques observateurs présents dans la salle, le débat n'a pas été d'un niveau



Boudjedra : mal à l'aise dans ses habits des droits de l'homme.

naliste d'*Algérie-actualités*, mit les pieds dans le plat en déplorant l'absence de maître Ali Yahya, des chanteurs Ferhat et Matoub qui, déclara-t-il, sont les seuls à dire la vérité dans ce pays ; il conclut sereinement en affirmant que « *seul le multipartisme est garant de la liberté d'expression* ».

Nourredine Abdi, outragé dans sa foi orthodoxe (il est militant du PAGS), répliqua vivement et déclara que le fait de pouvoir faire une telle affirmation était une illustration typique de la démocratie. A sa grande surprise, il constata que le couple occident/occidental ne provoquait plus la même frayeur qu'avant. Peut-être, pensera-t-il, pour la prochaine fois, à renouveler ses vieilles certitudes idéologiques.

Par ailleurs, plusieurs participants ont soulevé des exemples concrets de censure et d'arbi-

traires. Cependant, la réunion a eu le mérite d'exister et c'est déjà important. L'absence de tradition démocratique, de débats d'idées, de joutes oratoires a sans doute joué dans le sens de la perversion du thème et de l'éclatement du sujet.

La responsabilité en incombe entièrement à Rachid Boudjedra qui, visiblement heureux de son initiative, a conclu qu'en fin de compte, « *il n'y a aucune censure en Algérie que celle visant la langue arabe* ». Réflexion tirée par les cheveux, en référence au séminaire qui s'est tenu la plupart du temps en langue française. Si Rachid Boudjedra n'a pas réussi sa prestation, la LADH officielle s'est, par contre, créditée d'un bon point. Tout le monde s'accorde à dire qu'elle remplit plus ou moins bien son rôle de soupape de sécurité du pouvoir.

Areski MEZIANE

SEPT ANS APRES...

L'anniversaire du printemps berbère, fêté chaque 20 avril, a été marqué cette année par une conférence sur les droits de l'homme à l'université de Tizi-Ouzou. Invités : maître Ali Yahya Abdenour (LADH légitime et reconnue internationalement) et maître Miloud Brahimi (LADH officielle reconnue par le gouvernement). D'aucuns interprètent cette procédure comme une reconnaissance de fait de la LADH légitime, victime de discrimination par les autorités officielles, malgré ses sacrifices (plusieurs emprisonnements). Par ailleurs, l'ensemble des écoles primaires et secondaires de Kabylie ont cessé leurs activités ce jour-là. Cet anniversaire est suivi de façon naturelle chaque année malgré les risques de répression. Un bel exemple de solidarité.

La préparation du VI^e congrès du FLN

Vers la fin de l'année, le congrès du FLN doit ouvrir ses travaux. Les différents clans affûtent leurs armes. Derrière le schéma traditionnel d'un affrontement entre réformateurs et conservateurs, d'autres lignes de démarcation, notamment le régionalisme, existent et compliquent le dosage politique entre les différentes coterie de la nomenklatura.

CHANGEMENT DANS LA CONTINUITE GARE AUX CACIQUES !

Depuis plusieurs mois, la commission de préparation du 6^e Congrès du FLN, qui devrait se tenir à la fin 1988, s'active. La sélection féroce pour la formation de cette commission, la lenteur et l'opacité des travaux sont révélatrices des tensions et du rapport des forces entre les différents clans qui se partagent le pouvoir.

Le terrain en partie déblayé — c'est-à-dire les cadres de l'armée, du FLN et de l'Etat — le président procédait, le 29 février, à l'installation de la commission des wilayas.

Présidées par les secrétaires des *mouhafadhas*, sélectionnés au plus haut niveau, ces commissions regroupent des bureaucrates des différents secteurs de l'économie, de l'administration, de la vie sociale et culturelle, des députés de l'APN, des membres de l'ANP et, démocratie oblige, des responsables de la sécurité militaire (devenue depuis peu Sécurité et prévoyance). Les mêmes structures, remplies de la même façon, existent à l'étage de la wilaya et de celle de la commune.

Dans ces cadres, édifiés selon les principes du verticalisme, les débats, qui ne porteront que sur des questions soumises à la discussion, se dérouleront dans des espaces contrôlés. De toute façon, la synthèse des travaux qui seront proposés au congrès sera réalisée par les dirigeants actuels.

Les directives du président

Dans son discours d'orientation, Chadli expose que le plan de développement qui sera adopté par le congrès devra prendre en compte les retombées de la crise économique mondiale, qui frappe de plein fouet l'Algérie depuis dix ans.

L'Etat ne pouvant plus assurer le fonctionnement de tous les secteurs de l'économie et de la société, les structures régionales et locales devront prendre en charge une partie croissante de la gestion de ces problèmes. Pour être acceptables, les projets doivent tenir compte des possibilités du pays et faire l'objet d'évaluations à partir des propositions antérieures. « *Eviter les projets dépassant nos moyens et nos capacités matérielles et humaines* ». En d'autres termes, il est demandé aux cadres d'être d'autant plus réalistes que ce sont eux qui seront responsables de l'application des projets adoptés.

Chadli insiste sur ces points car, depuis la suppression du ministère du Plan, c'est un

conseil plus large qui doit élaborer et lancer l'an prochain le troisième plan quadriennal.

Un congrès charnière

Qui parle de plan parle d'orientations, de priorités et d'objectifs. Ceux qui seront adoptés au VI^e Congrès seront importants, car ils marqueront l'Algérie dans les années quatre-vingt-dix. Si Chadli accorde la plus grande importance à la construction du Grand Maghreb, car il espère trouver dans ce marché commun des débouchés pour les produits de l'industrie algérienne, il accorde un tout aussi grand intérêt à la relance de la politique arabe, dans le but d'attirer les capitaux des pays du Golfe et de l'Arabie Saoudite.

Mais ce sont les questions de l'économie et de la société qui restent au centre de ses préoccupations. La nouvelle politique agricole devrait réduire la dépendance alimentaire et aboutir, vers l'an 2000, à l'autosuffisance du pays, exigence d'autant plus forte que la population est en croissance continue¹. Mais les premières enquêtes faites montrent que, si les *jellahs* manifestent un intérêt pour les mesures prises, rien de décisif ne sera fait sans une véritable réforme agraire, question qui ne pourra être écartée des débats, même contrôlés.

La restructuration des entreprises et l'autonomie plus large accordée aux responsables des sociétés du secteur public conjuguées avec le développement des petites et moyennes entreprises (PME-PMI) devraient renforcer la densité industrielle du pays, satisfaire une partie des besoins de la population, des communes et des régions et donner consistance à la politique de sous-traitance au cœur de la stratégie industrielle actuelle. Les projets et les objectifs qui seront discutés et adoptés fourniront des indications importantes sur l'industrie algérienne.

La jeunesse, enfin, principal tourment de Chadli, est sans emploi, sans qualification et sans perspective. La bombe démographique a fait exploser tout le système éducatif, et l'université est un secteur très sensible, comme l'atteste la vague de grèves depuis 1985. Indiquons, pour conclure, que le mandat présidentiel de Chadli s'achève en février 1989, ce qui promet aux luttes entre fractions rivales un proche avenir très agité.

C'est la combinaison de ces différents facteurs et l'acuité des problèmes sociaux et politiques, sans parler de l'exigence des

A première vue, dans la préparation de ce 6^e congrès du FLN, les réformateurs ont le vent en poupe. En tout cas, c'est un des leurs, sinon leur chef de file, le ministre de l'Intérieur, monsieur El Hadi Khediri, qui est à la tête de la commission organique et idéologique des travaux préparatoires.

Ces derniers temps, le ministre de l'Intérieur est bien souvent sur le devant de la scène politique algérienne. C'est un indice sérieux de sa place dans l'appareil d'Etat. Que ce soit lui et non les dirigeants de la sécurité militaire qui ait négocié avec les terroristes, éclaire d'une certaine façon le nouveau rapport de forces entre services de sécurité algériens.

Le projet du ministre de l'Intérieur est de se rapprocher le plus près possible de Chadli. Pour cela, il fait dans le sérieux ! Il remet chaque matin à 8 h 30 son rapport de sécurité intérieure au général Larbi Belkheir, secrétaire général de la présidence de la République. La réactivation de la LADH gouvernementale, qui a tenu, à Alger, une conférence sur la censure et la préparation d'un colloque sur les droits de l'homme à Riadh El Feth sont autant d'indices de l'influence réelle du ministre de l'Intérieur.

Malaise des militaires

Son ambition de devenir membre titulaire du bureau politique du FLN, à la place de Hadj

Khediri, l'homme qui monte.



libertés démocratiques, qui fait du 6^e congrès du FLN une échéance redoutable pour le pouvoir.

Ahmed TAHERTI

1. cf le supplément de *El Moudjahid* du 18 avril consacré à la démographie algérienne.

Yalla, limogé, pourrait être satisfaite dès le prochain congrès, malgré l'opposition de plusieurs secteurs du régime.

Nombre de militaires sont mécontents de la promotion de Khediri et protestent auprès de Chadli de crime de lèse-légitimité. En effet, les militaires, s'ils sont divisés, veulent barrer la route du bureau politique à un civil.

Le général-major Abdellah Belkouchet et le général Attaïlia se rangent parmi les orthodoxes du parti, regroupés autour Mohamed Cherif Messaadia. Tandis que d'autres généraux, Nezzar et Bermaalem, soutiennent le ministre des Affaires étrangères, M. Ahmed Taleb Ibrahim, rival de Khediri. Le ministre des Affaires étrangères veut la promotion de Nezzar au bureau politique. Pour cela, il compte sur le soutien de quelques officiers de la Sécurité militaire. Si le chef de la SM, le général Medjdoub Lakehal-Ayat, est fidèle à Chadli, certains officiers sont pleinement satisfaits du travail d'Ibrahim, qui leur laisse le champ libre sur plusieurs affaires dans le domaine des relations internationales.

Les caciques du parti

A l'heure actuelle, il sera difficile au ministre des Affaires étrangères de faire avancer efficacement ses pions. Il est totalement absent de la préparation du congrès. Chadli lui confie beaucoup de missions à l'étran-

avec beaucoup moins d'égards qu'auparavant au siège de la présidence de la République, au point que cela ne serait pas tout à fait une surprise que Chadli parvienne à l'évincer. Il craint beaucoup l'entregent de ce gardien du temple. Cependant, ce dernier peut jouer sur plusieurs registres pour sauver sa tête. Plusieurs personnalités du clan de l'Est vont intervenir pour maintenir un des piliers de leur groupement régionaliste. Jamais, depuis l'indépendance de l'Algérie, le sentiment régionaliste n'a été aussi fort et la mainmise d'un clan bien déterminé sur les centres décisionnels et même à une échelle plus basse aussi puissante.

Pour l'instant, Messaadia ramène ses troupes pour verrouiller davantage les statuts du parti. En effet, Khediri prévoit un amendement qui permettra aux personnalités indépendantes, n'ayant pas la carte du FLN, de se présenter aux élections locales et régionales. Messaadia veut répliquer à cette attaque frontale en obligeant désormais tous les cadres moyens et supérieurs de l'administration à prendre leur carte du parti.

La position des services de sécurité

Pendant longtemps, la Sécurité militaire a été le concepteur de la politique globale du régime. Son influence, même en déclin, reste considérable et Chadli Bendjedid semble bien la tenir en main. Lakehal-Ayat, natif de la même région que Chadli, est un fidèle du chef de l'Etat. Il reste calme devant l'ouverture relative du régime, malgré la rivalité de la DGSN (Direction générale de la sûreté nationale). Cette dernière, façonnée par son ex-patron El Hadi Khediri, s'aligne naturellement derrière le ministre de l'Intérieur.

C'est la première fois depuis l'indépendance que ce corps de police relève directement du ministre de l'Intérieur. De plus, son chef actuel, Abdelmadjid Bouzbid est très loyal envers Khediri. Il passe pour un technocrate et un bourreau de travail.

La rivalité des corps de police — politique et civile — ne remet pas en cause le leadership de Chadli. Le chef de l'Etat et du parti part largement favori pour renforcer son pouvoir, donc, bientôt, pour la course à la candidature au référendum présidentiel. Bien que des surprises de dernière minute ne doivent pas être écartées.

Arezki MERISNE

Affaire Mecili

Marche pour la mémoire

Portrait

Le samedi 15 avril, jour anniversaire de l'enterrement de maître Mecili, a été célébré par une manifestation publique à l'appel du comité Vérité et justice dans l'affaire Mecili. La manifestation fut une marche silencieuse du cimetière du Père-Lachaise au Palais de justice. Dès 15 h 30, quelque quatre cents personnes sont arrivées à la porte du cimetière et après un recueillement sur la tombe du défunt disparu, sur laquelle Aït Ahmed a déposé une couronne de fleurs, le cortège s'est ébranlé à travers les rues de Paris. Des personnalités de sensibilité diverses ont tenu à apporter leurs témoignages. Parmi elles Harbi, Mamchaoui, Kettane, Naïr, Ferhat, Djurdjura. Du côté français, Bernard Kouchner était de la partie, tandis que Harlem Désir à partir de Dakar envoyait un message de solidarité.

Arrivé au Palais de justice, une délégation d'une dizaine d'avocats accompagnait madame Mecili pour une entrevue avec le bâtonnier. Pour la circonstance, c'est maître Mario Stasi qui a pris la place de Maître Philippe Lafarge, bâtonnier en exercice, absent pour des raisons professionnelles. Durant l'entretien, la foule est restée boulevard du Palais, attendant calmement le compte rendu de la journée. On remarquait d'autres présences significatives telles que la délégation de la FEN, composée de Guy Le Nouanic et Jean-Claude Paris.

Après trois-quarts d'heure d'entretien, Maître Choukroun, au nom de la délégation, vient rendre compte de « l'intérêt du bâtonnier pour cette affaire » et déclare qu'Ali « est victime de deux raisons d'Etat ». Par ailleurs, le bâtonnier semble favo-

nable à une éventuelle action du Conseil de l'ordre. Auparavant à 15 heures, une autre délégation avait été reçue par le procureur de la République qui déclarait ne pas être étonné si le juge exécutait bientôt la commission rogatoire internationale.

Si cela se passait ainsi et qu'Amellou soit reconnu coupable, il devrait être jugé en Algérie puisque les autorités du pays n'extradent pas leur citoyen. C'était justement le sens de la manœuvre de Pandraud, il y a un an, qui consistait à très vite expulser Amellou, se décharger d'une affaire embarrassante et, en même temps, rendre un fief service à Alger qui, dans l'esprit de Pasqua, devrait peser d'un poids non négligeable dans les négociations pour la libération des otages français au Liban.

Le professeur René Gallissot, du comité Vérité et justice dans l'affaire Mecili, a fait le bilan de

cette journée qu'il a trouvée, somme toute, positive car le but que s'était fixé le comité, en l'occurrence la mobilisation des avocats, a été atteint.

Vers 19 h, la foule, par petits groupes, s'est éparpillée, attendant une autre occasion de manifester sa solidarité.

L'optimisme des initiateurs de cette manifestation fut cependant modéré car, encore une fois, l'on a remarqué avec désappointement l'absence de grands partis politiques français. Décidément, il y a des tabous qui se lèvent difficilement.

Le premier tour de l'élection présidentielle devrait pourtant donner à réfléchir, car la diplomatie de l'ombre et de la réciprocité des bons procédés n'est pas toujours efficace, alors que l'éthique et les droits de l'homme sont taillés en coupe réglée.

Tewfik MELLOUL

Manifestation du 15 avril 1988.



« Il savait (depuis toujours) d'où viendraient les tueurs. »

Ali, André, André, Ali...

Son histoire s'inscrit entre ces deux prénoms, l'un donné par ses parents, l'autre, Ali, choisi par lui. Il était l'un, il était l'autre, il était les deux à la fois. Il était l'enfant blessé de ce divorce sanglant entre deux pays.

Nourri à la culture française et aux valeurs démocratiques, il était aussi, surtout, un homme dont les yeux noirs pouvaient s'emplier de larmes à l'idée de perdre sa terre, et dont le sourire irradiait le visage à l'idée de la retrouver. Un jour, racontera-t-il, il se retournera et verra une dernière fois son village disparaître au loin. Il saura que c'était pour ne plus le revoir.

Un lien charnel l'unissait à sa terre natale ; Il en avait la chaleur, la générosité, la clarté, le rayonnement. Il gardait l'Algérie au cœur, et il en est mort.

Mais à évoquer le militant politique et son combat, on n'aura pas tout dit de lui.

Et surtout pas ses ressources infinies. Qui, parmi ceux qui l'ont connu, pourra oublier la flamme qu'il avait au fond du regard ? Elle illuminait sa vie.

Saura-t-on qu'il aimait les autres plus que lui-même et se dépensait sans compter ?

Avocat brillant, ses plaidoiries avaient la force de ses convictions. Sa voix chaude et vibrante triomphait de toutes les haines.

Il avait ce pouvoir — rare — de rendre les autres meilleurs qu'ils n'étaient. Sa recherche permanente du dialogue, sa capacité à réconcilier les inconciliables, son refus des idées toutes faites dérangent.

Jacques Tarnero, membre du Comité international pour la

paix au Proche-Orient, en témoignait dans le Monde avec des mots justes, dont je le remercie : « En pleine guerre du Liban, alors que seule la haine était de mise, il était venu parler avec Daniel Timsit sur une antenne juive de la fraternité judéo-arabe. Lui, le militant algérien, avait témoigné avec le médecin pro-FLN de l'histoire passée et de l'histoire rêvée. »

« Deux militants de la dignité des hommes s'étaient retrouvés. Faible lueur incongrue aujourd'hui éteinte par les ennemis du genre humain. »

Sa vision, sa lucidité, son imagination nous manquent cruellement aujourd'hui.

Inlassablement, il tissait des liens entre les hommes.

En plein cœur de Belleville, il a animé la Maison bleue, où une équipe pluridisciplinaire — avocats, médecins, psychologues, assistantes sociales, écrivains publics — secourait des habitants dans la détresse.

Des communautés ennemies y apprenaient à se découvrir et à fraterniser. Son éclectisme étonnait.

Passionné de cinéma, il adorait manier sa caméra pour nous offrir des films que deux mots suffisaient à résumer : tendresse et amour de la vie. Il avait un sens aigu de la mise en scène et de l'improvisation. Il aurait pu tout aussi bien être homme de théâtre.

Et, par-dessus tout, son humour, son sens de la dérision débordaient et nous emplissaient d'un rire qui se moquait bien des semeurs de mort. Pourtant, il savait depuis toujours d'où viendraient les tueurs.

Annie MECILI
(épouse d'Ali)
Paris, un an après

Faits et ressemblances

Le mardi 29 mars, Dulcie September, représentante de l'ANC en France, était assassinée alors qu'elle arrivait au bureau de son organisation.

Le jour même de l'assassinat, le Mouvement anti-apartheid déclarait : « L'attentat fait partie d'une véritable campagne terroriste orchestrée depuis Pretoria par le régime d'apartheid. » Il dénonçait par ailleurs « l'incroyable mollesse des gouvernements européens face à l'accélération dramatique de la répression en Afrique du Sud ».

Le 7 avril 1987, maître Ali Mecili, défenseur des droits de l'homme et rassembleur de l'opposition algérienne, était assassiné, au moment où il rentrait à son domicile, par un tueur commandité par les services spéciaux algériens.

Alors que les policiers le tenaient pour l'organisateur du meurtre, le principal suspect fut expulsé en Algérie sur ordre du ministre délégué à la Sécurité, monsieur Pandraud, avant même que le juge d'instruction ait pu l'entendre.

Le comité Vérité et justice dans l'affaire Mecili publiait un communiqué dans lequel on pouvait lire : « La liberté d'action laissée à des services secrets étrangers, qui a permis l'exécution de maître Mecili, n'a-t-elle pas constitué un précédent ? Quel crédit donner aux déclarations gouvernementales permettant de tout mettre en œuvre pour que la justice soit rendue, quand on sait les entraves apportées à la révélation de la vérité comme au fonctionnement de la justice dans l'affaire Mecili ? »

Les autorités françaises sous-trayant l'instigateur principal d'un meurtre, on se rappelle, même si personne n'accuse les autorités françaises de complicité dans l'assassinat de Mecili, ce qu'écrivait Pierre Péan : « La DST développe une étroite coopération avec certains services de renseignements des pays arabes, notamment la sécurité militaire algérienne. »

Un article du Monde révèle également : « Pour avoir longtemps fréquenté l'ex-Boss¹, les services occidentaux ne sont guère surpris par les derniers événements. Il y a encore quatre ou cinq ans, les échanges d'informations étaient, en effet, monnaie courante. »

Depuis le développement de la mobilisation anti-apartheid en Afrique du Sud et son écho gran-

dissant dans le monde, les relations officielles se sont sensiblement distendues, ce qui n'exclut pas des contacts à des échelons plus personnels². »

Malgré les faits concordants sur la responsabilité du régime sud-africain, il est pour le moins étonnant d'entendre Robert Pandraud déclarer : « Les règlements de compte entre les fractions diverses de terroristes, ça ne doit pas se dérouler sur notre territoire. Nous ne serons pas le sanctuaire des terroristes. » Qui sont les terroristes ? Le régime d'apartheid qui exerce la terreur à l'échelle d'un pays ou les militants de l'ANC qui luttent pour abattre ce régime barbare ?

Alors que le gouvernement français a fait connaître officiellement son indignation, la déclaration du ministre délégué à la

Sécurité est pour le moins curieuse. La raison d'Etat, qualifiée parfois d'intérêts supérieurs de la nation, jouera-t-elle dans ce crime comme pour celui de Ali Mecili ?

Jean-Marie Le Pen pourra-t-il continuer à affirmer que « les terroristes étrangers frappent chez nous quand ils veulent et où ils veulent », avalisant ainsi la thèse du gouvernement sud-africain avec qui il entretient de si bon rapports ?

Il est des crimes qui, au delà des déclarations lénifiantes, viennent démontrer la nature de certains régimes et leur pouvoir d'extériorité criminelle sur le territoire français.

Mohamed Lakehal

1. Services secrets sud-africains.
2. Le Monde du 2 avril 1988.

Détournement... ALGER JOUE LES MAQUIGNONS

Après quinze jours de suspens interminable, le détournement du Boeing 747 de Kuwait-Airways a pris fin mercredi 20 avril, avec la libération des passagers et de l'équipage retenus depuis le 5 avril. Les auteurs du détournement ont été, quant à eux, discrètement évacués.

Dans cette affaire, digne d'un feuilleton policier, les zones d'ombre sont nombreuses.

Si la libération des otages a été saluée unanimement, les conditions de son obtention suscitent des interrogations. Le black-out imposé et le silence dont fait preuve le régime algérien renforcent encore ce climat de suspicion.

En accueillant à Alger le boeing koweïtien détourné une première fois sur l'Iran, puis Larnaca (à Chypre où deux passagers ont été exécutés par les auteurs du détournement), le régime de Chadli confirme le virage donné à sa politique étrangère. En effet, aux discours choc de l'ère Boumediène succède une autre politique qui emprunte les chemins détournés et les voies sombres du secret. La diplomatie des maquisards cède la place à une politique étrangère plus feutrée, plus secrète, relevant davantage du marchandage politique. Les diplomates de carrière cèdent le plus souvent la place aux responsables des services de sécurité. Cette nouvelle pratique, qui s'apparente à une sorte de maquignonnerie politique, a été inaugurée il y a quelques années dans l'affaire Carlos.

Les liaisons dangereuses

Devant le succès de cette nouvelle formule, Alger délaisse peu à peu la politique extérieure

traditionnelle pour se spécialiser dans le rôle d'intermédiaire, de médiateur.

Les multiples liens noués pendant la guerre de libération, les contacts entretenus avec différents mouvements et groupuscules (de Carlos à Txomin, en passant par Abou Nidal, l'ASALA, etc.) favorisent ces actions souterraines. Cette nouvelle fonction lui procure des dividendes politiques substantiels. Outre le regain d'intérêt qu'elle suscite auprès des pays occidentaux (USA en tête) dont elle devient, pour les affaires de terrorisme, l'intermédiaire obligé, elle se donne, par la même occasion, une image de respectabilité qu'elle exploite habilement. Son intervention heureuse lors de l'affaire des otages américains détenus à Téhéran en 1980 se traduira par un rapprochement avec Washington et par un renforcement des relations politiques et économiques. La France, quant à elle, montrera toute sa gratitude après les « efforts déployés pour la libération des otages français détenus au Liban », en muselant l'opposition algérienne en France et

en imposant le black-out sur la mort d'Ali Mecili, assassiné par la sécurité militaire.

Le secret des tractations

Cette fois encore, la démarche algérienne est restée la même. Rien n'a filtré quant au contenu des négociations qui ont conduit au dénouement de l'affaire. Comme à son habitude, le ré-

gime algérien s'est réfugié dans le silence, se contentant de répondre par la voie de son ministre de l'Intérieur, el Hedi Khe-diri, « qu'il serait indécent de parler de marchandage alors que des vies humaines ont pu être en jeu ». Belle esquivé pour éviter des explications embarrassantes. Pour réussir un tel coup, l'Algérie a pris des risques calculés¹. Il est de plus en plus probable que les Algériens ont offert non seulement des garanties au

1975 - Carlos prend en otage à Vienne dix ministres de l'OPEP. Alger mène les négociations et obtient la libération des otages, mais le commando est libéré et disparaît.

1977 - Des passagers d'un DC8 sont retenus en otages par l'Armée rouge japonaise. Alger obtient leur libération contre une rançon de huit millions de dollars et la libération de six pirates emprisonnés au Japon.

1980 - La médiation algérienne aboutit à la libération des otages américains détenus à Téhéran.

1985 - Le détournement d'un avion de la TWA connaît un dénouement heureux à la suite de l'intervention algérienne.

1987 - Les deux otages français, J.-L. Normandin et R. Aukens, sont libérés après la médiation de l'Algérie.

Le gouvernement français se montre reconnaissant en interdisant toute expression de l'opposition algérienne sur son sol.

1988 - Alger poursuit les tractations pour la libération des otages occidentaux au Liban.

commando, avec la certitude, le cas extrême, de quitter librement l'Algérie, mais aussi, en dépit du langage de fermeté du Koweït, des concessions portant sur des réductions de peine pour les dix-sept prisonniers du Koweït.

Une libération à quel prix ?

Le prix payé, de l'avis unanime des observateurs politiques, est trop élevé. « Il y a eu, dans cette affaire, deux victimes innocentes et laisser en liberté les auteurs de ce genre d'actions, c'est encourager la multiplication des actes terroristes », déclare-t-on à Londres, Washington et ailleurs.

D'ailleurs, pour une fois, la Maison-Blanche s'est bien gardée de saluer le rôle d'intermédiaire d'Alger, montrant ainsi son mécontentement, même si elle s'est félicitée de la libération des derniers otages.

En fait, les signes de protestation viennent d'Alger. Le régime de Chadli a tous les motifs de jubiler car il a réussi une excellente opération publicitaire. L'importance donnée à l'événement et, notamment, le rôle de l'Algérie, atteste de l'exploitation judicieuse qui en a été faite. Les revers pétroliers, l'échec économique sont porteurs d'une désillusion à laquelle le pouvoir est obligé de trouver un exutoire politique. L'affaire des otages est tombée à pic et le régime l'a habilement utilisée pour redorer son blason.

Mokrane IGHZAR

1. La démarche ressemble dans bien des cas à celle adoptée lors de l'affaire Carlos, en 1975, et de l'Armée rouge japonaise, en 1977.

ABOU JIHAD : une figure noble

Dans la nuit du 16 avril, un commando de neuf tueurs (dont une femme) pénétrait dans la villa de Sidi Boussaid (banlieue de Tunis), abattait trois gardes puis massacrait Abou Jihad, commandant en chef adjoint des forces palestiniennes et responsable du bureau des territoires occupés, au sein de l'OLP.

Malgré les dénégations des autorités israéliennes, curieusement prises au sérieux par les occidentaux à l'ONU, les résultats de la commission d'enquête tunisienne, confirmés par des sources proches des services de renseignements américains et français, ne laissent aucun doute sur le commanditaire de ce crime.

Tout en effet accuse le service secret israélien, le Mossad : la technique employée, la rapidité d'exécution, la découverte par la police de trois voitures du commando sur la plage de Rouad, l'identification en Méditerranée d'un Boeing 707 servant de relais de communication et d'assistance électronique.

Le 19, la chaîne de télévision américaine NBC révélait que l'opération avait été réalisée par le Mossad, des commandos de la marine et des unités spéciales de l'armée de terre. Elle avait été approuvée par le ministre Itzhak Shamir, le ministre de la Dé-

fense, Itzhak Rabin, et le ministre des Affaires étrangères, Shimon Pérès.

Pourquoi « la colombe » Pérès, si proche de Washington, s'est-il aligné sur le casseur d'os Rabin et l'éternel terroriste Shamir ? Pourquoi Abou Jihad ? Pourquoi Tunis et pourquoi maintenant ?

Causes apparentes et causes réelles

Tout aurait commencé avec le détournement, par un commando de l'OLP, d'un autobus israélien, près du centre de Dimona, dans le Neguev. L'intervention de Tunis serait la riposte à Dimona.

Plus sérieuse est la piste de Chypre. Le Mossad aurait exécuté, le 13 février, trois cadres de l'OLP, Mohamed Sultan, Mohamed Bhayss et Marwan Khayyali, pour empêcher d'organiser le voyage de retour des Palestiniens. En réalité, ces trois membres de l'état-major d'Abou Jihad étaient à Chypre pour coordonner les actions entre Tunis et les territoires occupés et, selon Robert Fisk, du *Times*, faire passer l'action à une seconde phase, celle des actions ciblées (armées) contre des objectifs israéliens.

Les choses sont claires. Depuis décembre, la révolution des pierres a réalisé une partie de ses objectifs : le mythe de l'« occupation douce » a été brisé, les frontières de 1967 sont réapparues, y compris à Jérusalem-Est, le prestige moral de l'armée a été entamé.

Les Palestiniens, agissant à la manière des sionistes qui avaient constitué des structures étatiques au sein du mandat anglais, ont édifié leurs propres institutions dans les territoires occupés avec leur prolongements en Israël même.

C'est pour casser le processus de la formation de l'Etat palestinien au sein même du Grand Israël, que Shamir a amplifié la répression dans les territoires occupés en la couplant avec des actions ponctuelles à l'extérieur. L'assassinat d'Abou Jihad a pour but de décapiter l'OLP et de pousser les Palestiniens de l'intérieur à prendre les armes, pour transformer la répression actuelle en une véritable guerre permettant d'organiser, comme en 1948, des expulsions massives vers la Jordanie ou le Liban, ce que préfigurent les bannissements actuels.

Mais, si Shamir a pu frapper à Tunis, c'est avec l'accord de Shimon Pérès, c'est-à-dire de

Washington, comme lors du précédent bombardement du siège de l'OLP.

Abou Jihad, un juste

Né le 10 octobre 1935 à Ramleh, Khalil el Wazir se réfugie en 1948 avec sa famille à Gaza. Secrétaire de l'Union des étudiants de Gaza, en 1954, il va au Caire puis au Koweït, où il rencontre Arafat et devient membre fondateur du Fatah. Dès lors, sa vie se confond avec celle de son parti. Il combat en Galilée, puis lance des opérations militaires en Israël à partir de la Jordanie, de la Syrie et du Liban. En 1970-1971, chassé de Jordanie par la guerre imposée par le roi Hussein à l'OLP, il se réfugie à Damas puis au Liban où il dirige à Bhamdoun la principale bataille menée par les Palestiniens contre les Syriens alliés de Gemayel.

C'est ensuite l'organisation remarquable de la résistance palestinienne au Liban jusqu'au départ de Beyrouth. C'est encore lui qui assurera la liaison entre la direction de l'OLP à Tunis et les combattants des camps de Chatila et de Borj Barajneh, assiégés du printemps 1985 à l'hiver 1986 par le mouvement chiite pro-syrien Amal.

Incarnation du peuple palestinien, cultivé, modeste, il connaissait parfaitement l'histoire, la société et la politique

d'Israël, ce qui lui permettait de monter des opérations très efficaces dans ce pays.

S'il combattait l'Etat sioniste, il considérait que l'Etat palestinien démocratique ne pouvait se construire sans la participation de la composante juive. C'est ce combat qu'il menait contre Israël, les intégristes islamiques et les dirigeants arabes, en particulier Assad, pour qui la Palestine ne peut devenir un Etat indépendant mais une province de la Grande Syrie (Liban, Syrie, Jordanie et Palestine). Sa mort porte un coup sévère à la fraction de l'OLP qui luttait pour que l'intifada débouche sur l'Etat palestinien indépendant en Cisjordanie et à Gaza.

Les obsèques d'Abou Jihad à Damas ont été l'occasion de rendre un hommage au héros palestinien. Assad en a profité pour relancer la carte de la réconciliation avec Arafat, c'est-à-dire l'OPA sur la résistance palestinienne. Des pressions énormes vont s'exercer sur l'OLP pour qu'elle éteigne la révolte en Cisjordanie et à Gaza et participe au sein de la délégation arabe à la conférence internationale parrainée par les deux « Grands ».

Quels que soient les développements à venir, la mémoire palestinienne et celle de tous les hommes épris de justice n'oublieront pas Abou Jihad.

Maklout CHIBANI

LE BUS EST SURCHARGE

... prenez le train 11

Agglutinés aux arrêts de bus, sur les quais de gare, accrochés aux portières de trains et de cars surchargés, tapant la semelle en faisant le pied de grue aux stations, qu'ils soient d'Alger, d'Oran ou de Constantine, ils sont des milliers à vivre le cauchemar quotidien des transports. Que ce soit l'autobus, le chemin de fer ou le taxi, c'est le même spectacle de queues interminables, de bousculades, d'attentes qui n'en finissent pas, auquel on assiste chaque jour. La crise des transports prend aujourd'hui des proportions alarmantes, alors que le parc automobile et ferroviaire national se rétrécit comme peau de chagrin.

« Je passe ma vie dans les transports. » Que de fois n'avons-nous pas entendu de pareils propos ? Après les pénuries en tout genre qui font partie du paysage quotidien et auxquelles chacun d'entre nous a fini par s'habituer, on doit affronter chaque jour l'obstacle des moyens de locomotion. A toute heure, les bus sont bondés, les routes encombrées, les files d'attente s'allongent à l'infini aux stations de taxi. Le transport demeure la hantise de l'Algérien.

« Je passe au moins quatre heures par jour dans les transports », nous dit cette étudiante de Ben Aknoun. « Quand je prends un taxi, je passe en général plus de temps à faire la chaîne [la queue. NDLR] que dans le trajet lui-même », explique Mouloud, employé dans une société nationale de la capitale. Ces graves insuffisances ne sont en fait que la conséquence d'une absence de politique globale et rationnelle en matière de transport.

En outre, la politique de développement mise en place depuis l'indépendance a complètement ignoré ce secteur alors que son importance est de premier ordre pour l'essor du pays. L'Etat a continué de fonctionner avec des infrastructures de communication héritées de l'époque coloniale, infrastructures qu'il considérait comme « suffisantes », malgré la croissance démographique et urbaine.

Eu égard à l'urgence de la situation, et en dépit d'un bilan négatif dressé par l'ancien secrétaire d'Etat au Plan, soulignant le « retard pris par les infrastructures routières dont 75 % du programme n'a pas été réalisé fin 1978 », aucune solution d'ensemble visant à atténuer les effets de cette crise n'a été, jusqu'à aujourd'hui, mise en œuvre.

Au manque flagrant d'infrastructures routière et ferroviaire,

ainsi que des moyens de transports terrestres, s'ajoutent des déséquilibres régionaux hérités de l'époque coloniale et qui continuent de s'accroître¹.

Une infrastructure désuète

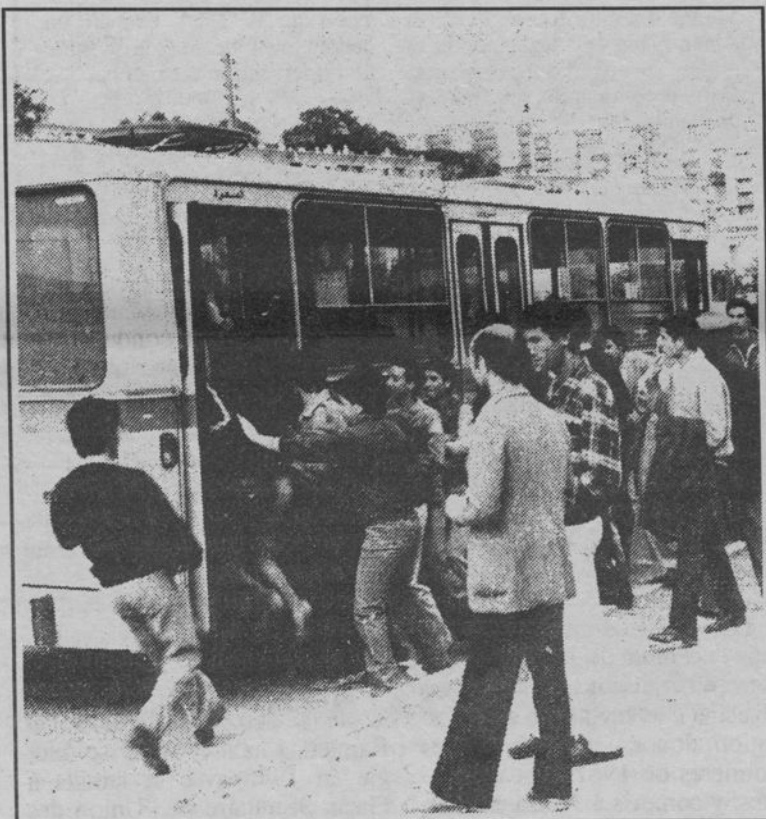
Dans le même temps, le développement du tissu urbain, la concentration et l'essor des industries autour des principales grandes villes du pays, l'exode

A travers tout le pays, les installations, les ouvrages d'art, les voies sont dans un état catastrophique. Le matériel déficient est rarement ou insuffisamment renouvelé, alors que l'entretien laisse à désirer (moins de 500 km de voies ont été renouvelés en vingt ans).

Parallèlement, le trafic a connu une augmentation régulière importante² en dépit des risques multiples que la vétusté du matériel, le manque de fiabilité des systèmes de signalisation

transports routiers ne reflètent pas, eux non plus, l'opulence. Le parc de véhicules lourds de transport de voyageurs, à l'exemple du rail, a dépassé le seuil de pauvreté. La flotte de la Société nationale de transport de voyageurs du centre (SNTV)⁴ reste en deçà de besoins nationaux. Sur 1 200 véhicules existants, 535 ont plus de dix ans d'âge (l'âge de la réforme), soit près de 45 % du total.

La pénurie de pièces détachées qui sévit actuellement complique davantage une situation déjà chaotique. Depuis quelque temps, l'absence de pneumatiques (et de liquide de freins) a conduit l'Etat à mettre sur cale plus d'une centaine de véhicules roulant pour alimenter le reste en pneus. Avec les mesures d'austérité décrétées par le régime et l'appel à l'économie de devises, l'approvisionnement en pièces détachées s'avère de plus en plus difficile alors que la production locale, confiée à une société privée, SATI (filiale de Michelin), demeure très insuffisante. Cette dernière n'assure qu'un sixième de la production,



Les femmes et les enfants d'abord.

rural qui s'ensuit, tous ces éléments accentuent les effets de la crise des transports dont l'infrastructure reste, à l'orée de l'an 2000, totalement dérisoire : en 1987, le réseau ferré national est moins long qu'en 1962, avec 3 760 km, dont le tiers est à voie étroite et, en quasi-totalité, à voie unique.

font courir aux usagers³. Les gares trop petites, inadaptées, ne disposant même pas d'un quai pour la montée des voyageurs, rendent quasiment impossible l'exploitation de trains de grande longueur. L'existence d'une voie unique provoque en outre des retards considérables, très souvent accentués par des systèmes de signalisation et de communication d'une autre ère. Qu'on en juge : pour aller d'Alger à Oran, Constantine ou Tizi-Ouzou, il faut emprunter la même voie jusqu'à Thenia. Pour peu que le train venant d'Oran ait un léger retard, celui de Constantine ou de Tizi-Ouzou est immobilisé jusqu'à l'arrivée du premier en gare. Ainsi, un trajet que l'on fait normalement en quatre heures, peut parfois demander huit ou dix heures.

Si le chemin de fer demeure très rudimentaire, malgré les quelques wagons Fiat achetés à l'Italie ces dernières années et déjà en état de « décomposition avancée » faute d'entretien, les

ce qui est loin de correspondre aux besoins du pays, obligé encore une fois de s'en remettre à la loi du marché noir. Devant la pénurie qui règne à l'heure actuelle, la spéculation va bon train. Au Souk d'El Harrach, les quatre pneus d'une Honda atteignent les 15 000 DA. Alors que le liquide de freins s'échange dans les circuits parallèles, moyennant une somme allant de 80 DA à 300 DA. Face à cette situation, les responsables n'hésitent pas à affirmer à El Moudjahid que s'il y a pénurie, « c'est à cause de la consommation des citoyens » (sic).

Des solutions ponctuelles

Devant l'ampleur de la crise des transports et ses conséquences (absentéisme, retards, baisse de production...) le pouvoir s'est

INFRASTRUCTURE ROUTIERE : DES REALISATIONS DERISOIRES

◇ 1967 : 18 500 km de routes (RN) dont 12 000 km revêtus, 20 500 km de chemins de wilayas (CW) dont 14 700 de revêtus, 17 000 de chemins communaux (CC) dont 14 000 km de revêtus. 80 % du réseau routier se trouve au Nord.

◇ Entre 1967 et 1973 : 1 200 km de RN réalisés au sud, 100 km de dégagement et 200 ouvrages d'art au nord.

◇ 1974-1977 : 1 200 km de RN et 800 km de CW ont été modernisés et 100 km de routes nouvelles.

Il s'agit davantage de rénovations que de constructions nouvelles.

◇ En 1984, le réseau routier atteint à peine 70 000 km.

ALGERIENS, REJOUISSÉZ VOUS...

Selon NAFTAL, 460 000 pneus et 640 000 chambres à air seront mises bientôt sur le marché. Mais la priorité est aux organismes de transport, à l'agriculture, aux gros parcs stratégiques. Et à la nomenclature... Les autres devront patienter. Mais pas trop vite.

résigné à prendre quelques dispositions afin d'améliorer la situation. Après la restructuration des organismes de transport, d'autres décisions ont suivi. Ainsi l'ensemble des véhicules appartenant aux entreprises nationales a été transféré depuis peu à l'EPTVC qui assure aussi bien le transport du personnel que celui du public. Près de 1 700 véhicules (utilisés très souvent deux à trois heures par jour seulement) ont ainsi pu être récupérés. Au niveau d'Alger, certains projets sont à l'ordre du jour. Par exemple, la gare routière, située à côté du port, va être déplacée vers le quartier du Caroubier, désengorgeant ainsi le centre de la capitale. Elle regroupera la totalité des grandes lignes et des correspondan-

LES ACCIDENTS DE LA ROUTE : UN SOMBRE BILAN

Selon la gendarmerie : en 1987 : 2 907 décès, 25 683 blessés

Selon la DGSN : en 1985 : 3 547 décès, 37 886 blessés en 1986 : 3 348 décès, 38 548 blessés

Selon le ministère des Transports, entre 1976 et 1986, il y a eu une augmentation de 11 % du nombre d'accidents, alors que celui des victimes (les décès) augmente de 38 %.

Algérie : importations de véhicules par l'Etat de 1980 à 1985

Année	Genre	Nombre	Valeur (milliers DA)	Valeur unit. moyenne (DA)
1980	VP	8 006	233 919	29 220
	VU	6 180	436 960	70 710
1981	VP	37 428	860 851	23 000
	VU	32 628	2 403 704	73 670
1982	VP	31 010	631 602	20 370
	VU	44 110	2 150 662	48 760
1983	VP	4 526	110 248	24 360
	VU	26 285	1 387 197	52 780
1984	VP	1 840	62 925	34 200
	VU	38 699	1 670 404	43 170
1985	VP	6 039	169 425	28 060
	VU	22 149	1 122 338	50 680

Sources : Marchés tropicaux et méditerranéens, 18 décembre 1987.

L'ÉCOLE FONDAMENTALE A DES RATES

Dans la perspective de la tenue de la prochaine session du comité central et de la préparation du 6^e congrès du FLN, un document faisant le bilan de l'expérience du système éducatif depuis la mise en place de l'école fondamentale est soumis à la discussion des Mouhafadhates. Officiellement, on parle d'un simple réajustement, mais cette décision de débattre du dossier scolaire intervient à la suite d'une longue série d'échecs entraînant une inquiétante baisse de niveau et de graves déperditions scolaires.

La raison invoquée pour soumettre ce dossier à la discussion, après huit ans d'expérience, n'est guère convaincante. Officiellement, il s'agirait d'adapter le système éducatif « aux nouvelles réalités et aux exigences de l'heure (et) de le rendre plus efficace et rentable ». En réalité, cette réflexion sur l'école algérienne est devenue une nécessité devant l'ampleur de l'échec. L'école fondamentale n'a pas, à l'aube de sa huitième année, produit les résultats escomptés.

L'érosion du système éducatif

Se voulant polytechnique, moderne, orientée vers l'avenir, elle a, au contraire, accentué les déperditions scolaires, le recul du niveau général et conduit à l'immobilisme. Malgré les besoins, l'infrastructure matérielle et les moyens humains sont demeurés très insuffisants. La multiplicité des matières enseignées, la surcharge et l'instabilité des programmes, leur contenu sont autant de facteurs négatifs. Le manque de formation des enseignants est criant. La fonction étant dévalorisée, elle ne suscite guère de vocation. Très souvent, elle ne constitue qu'un pis-aller en attendant un emploi plus ré-

munérateur. Les moyens pédagogiques et la documentation font cruellement défaut.

Ces problèmes matériels mis à part, la multiplicité des matières enseignées est un lourd handicap et exige une longue préparation ainsi qu'une importante formation, ce qui n'est pas le cas : « Avec près de quarante cours par semaine et une multitude de dossiers à préparer, la tâche d'un enseignant dépasse les

sept travaux d'Hercule, nous fait remarquer un ancien directeur d'école. Ajoutez à cela son manque de formation, l'absence de documentation, vous devinez facilement le résultat ».

Une remise en cause de l'arabisation ?

Le contenu des programmes très souvent inadapté, parfois

véritablement archaïque, le choix des sujets peu conforme à la réalité et à l'univers algérien sont autant d'obstacles que doivent affronter enseignants et élèves. La religion et l'endoctrinement politiques occupent en outre une large place.

Le choix de l'arabe littéraire, au détriment des langues maternelles, dès la première année (maternelle), achève de désorienter l'élève, déjà fortement perturbé. Tous ces éléments conjugués accentuent les déperditions scolaires et la baisse du niveau².

Cette situation se répercute au niveau du secondaire et touche aussi l'université.

Ce sombre panorama explique donc la réaction des pouvoirs publics. Même *Révolution africaine* abandonne sa langue de bois et affirme : « Il est temps de sortir du manichéisme de bas étage qui offre des pans entiers de notre jeunesse à une formation plus que douteuse, fissurant dangereusement l'édifice social³. »

C'est ce même constat d'échec qui a conduit les autorités à s'interroger sur la politique d'arabisation en vigueur. S'il est trop tôt pour parler de remise en cause, certains aménagements (ou une pose) vont probablement être décidés prochainement⁴. Pour l'heure, on s'efforce

A travers les chiffres tirés d'une enquête de *Révolution africaine*, il apparaît une nette tendance à la baisse du niveau scolaire, mais aussi un faible taux d'admission, alors que la sélection s'accroît.

* Dans le premier cycle de l'enseignement fondamental, le taux de redoublement est de 20 %

* A l'issue de la neuvième année fondamentale, le taux de déperdition progresse de 65 % : 138 000 élèves pour l'année 1987, alors que 91 000 redoublent la même année scolaire.

* Selon un rapport établi par le secrétariat permanent du parti, la déperdition globale affecte 215 000 élèves et se trouve accentuée notamment dans le second cycle de l'enseignement fondamental et pendant la quatrième année moyenne.

* Dans le cycle secondaire, le taux d'admission annuel est seulement de 7 %.

en haut lieu de dissocier les deux aspects du problème (éducation/arabisation) en insistant davantage sur les carences du système d'enseignement qu'on prend bien soin de considérer comme un processus autonome de celui de l'arabisation.

Le 6^e congrès du FLN va certainement nous apporter la réponse.

Walid BELAID

1. Il est vain d'épiloguer sur les surcharges des classes, le manque d'écoles, de transports, de cantines... tant ces insuffisances ont été dénoncées.

2. Le taux de réussite au bac ne dépasse pas les 10 %, alors que près de 50 % de jeunes sont exclus chaque année du système d'enseignement.

3. *Révolution africaine* n° 1255, du 18 mars 1988.

4. La remise à l'honneur de l'école privée est-elle un signe avant-coureur ?

LA RENTRÉE SCOLAIRE 1987-1988 EN CHIFFRES

Nombre total d'élèves : 6 010 000
dans les 3 cycles fondamentaux : 5 410 000
dans le cycle secondaire : 600 000
dans le cycle technique : 145 000

Relevé des infrastructures scolaires :
annexes d'écoles primaires : 12 000
écoles fondamentales : 2 000
lycées techniques : 600
ITE : 61

Nombre d'enseignants : 217 300
déjà en poste : 195 100
débutants : 22 200

Manuels scolaires
pour les premiers cycles : 12 570 800
pour les troisièmes cycles : 11 134 300
pour l'enseignement secondaire : 4 248 500
pour l'enseignement technique : 390 000
pour les maîtres : 250 000

Sources : *El Moudjahid* 19/9/1987, Algérie Actualité.
Voir aussi *Libre Algérie* n° 6, octobre 1987.

ces avec le réseau urbain de la RSTA, ainsi qu'une station de taxi. La gare SNTF fait aussi sa toilette. Des travaux de rénovation sont entrepris à l'Agha, Hussein-Dey, El Harrach, Oued Smar, Dar el Beida (emplacement de la future gare internationale). Il est question aussi de dédoubler la voie El Harrach-Thénia. Concernant le transport urbain dans la capitale, des solutions, s'inspirant du fonctionnement de la RATP, avec un chauffeur qui fait office de receveur, ainsi que la mise en place de voies pour les autobus de la RSTA, ont été tentées un moment, mais très vite abandonnées devant l'ampleur des difficultés.

Actuellement, on se tourne vers un nouveau mode de transport adapté au relief d'Alger avec des projets de réalisation de téléphériques (Bologhine-Notre-Dame d'Afrique, Belcourt-El Madania, etc.) ainsi que des ascenseurs publics. Par ailleurs, le métro d'Alger, un moment mis en sommeil, est de nouveau à l'ordre du jour. Les travaux devraient recommencer à l'automne prochain avec la construction de la première ligne d'une longueur totale de 26 km. Elle partira de Oued Korche (en dessous de Bab el Oued), elle

longera la côte vers le sud-est, desservant le centre-ville ainsi que le futur quartier d'affaires de Hamma. De là, la ligne se scindera en deux : une direction Dar el Beida qui desservira Belcourt et El Harrach, l'autre vers Gué de Constantine. La majeure partie de cette ligne utilisera le réseau ferroviaire déjà en place

profession de taxi s'est quelque peu assouplie. Certaines pièces exigées auparavant ont été supprimées afin de rendre plus facile l'acquisition d'une licence. Par ces nouvelles mesures d'assouplissement, les autorités espèrent atteindre le chiffre de dix mille « taxieurs » (comme disent les Algérois) d'ici la fin de l'année 1988.

Pour l'heure, on se débrouille comme on peut pour avoir ce précieux moyen de locomotion. L'instauration de l'autorisation d'importation de véhicules (AIV) permet à l'Etat de trouver une issue de secours, les nationaux devant non seulement se débrouiller eux-mêmes pour trouver les devises nécessaires à l'acquisition du véhicule mais, en outre, payer une taxe douanière qui les pénalise fortement. Devant le succès de l'opération, le gouvernement algérien l'a généralisée à d'autres secteurs, se déchargeant ainsi à bon compte sur le citoyen.

Devant la démission des pouvoirs publics face à leur incapacité à juguler la crise, il se développe un climat de spéculation de marché noir difficilement contrôlable. Ainsi, une Renault 4 atteint le prix effarant de 120 000 DA et celui d'une 504 Peugeot peut avoisiner les

200 000 DA. Avec cela, la pénurie de pièces détachées, de pneumatiques, de liquide de freins, la multiplicité des accidents de la route (une véritable hécatombe) viennent assombrir un climat déjà désespérément morose.

Walid BELAID

1. Voir chiffres.
2. La production est passée de 1,6 milliard d'unités de trafic (UT) en 1967

à 5,7 milliards en 1986.

3. Les accidents ne se comptent plus et ont souvent été dramatiques.

4. SNTV : le génie populaire a transformé ce sigle en *sauti naggaz tabbaâ bach l'voyagi* (santé, pousse, pour pouvoir voyager), une façon de résumer les difficultés que l'on rencontre à chaque déplacement où l'on doit faire toute une gymnastique pour prendre le train ou le bus. Après restructuration, le sigle SNTV est devenu EPTC (Entreprise publique de transport de voyageurs du centre) pour la région centre.

LA PRODUCTION DU RAIL DE 1980 A 1986 (en millions)

1980-1986
Voyageurs transportés : 2 546,7
Voyageurs/kilomètres : 20 352 035

Sources : *Révolution africaine* n° 1239, 27 novembre 1987.

(seuls 8 km seront souterrains).

En attendant la réalisation de ces projets, des solutions d'appoint sont mises en place pour rendre plus supportable la crise des moyens de transports. Après l'ouverture du marché au privé, désormais autorisé à investir dans ce secteur et à acquérir des autobus, la législation sur la

Le dimanche 27 décembre 1987, une collision entre deux véhicules sur l'itinéraire Souk-Ahras-Alger a coûté la vie à trente-deux personnes. Ce tragique événement vient s'ajouter à une série d'accidents dont la liste s'allonge chaque jour. Il y a un peu plus d'un an, un autre accident avait décimé la quasi-totalité de l'équipe de football de Kouba. Ce triste bilan met en relief une situation alarmante dont la cote d'alerte est largement dépassée.

Les causes de ce fléau sont multiples : le mauvais état des routes (manque d'entretien, nids de poules, parfois de véritables cratères...), absence de signalisation (très souvent des trous dans la chaussée, travaux non signalés, inexistence de panneaux), le non-respect du code de la route (il est fréquent de croiser sur une route départementale des véhicules roulant à près de 200 km à l'heure ou de voir des voitures faire demi-tour ou couper une autoroute), le mauvais état des véhicules (la plupart ont plus de dix ans d'âge et certains pourraient figurer au musée des antiquités). La faiblesse des moyens de transports (parc automobile insignifiant pour une population en très forte progression) rend encore plus dangereux l'usage de la route, les gens ayant très souvent recours au système D pour voyager.

Affronter une route à l'heure actuelle relève d'une véritable épreuve de force et on ne peut qu'appréhender l'avenir quand on voit l'inquiétante augmentation du nombre des victimes.

Le Kurdistan irakien Entre le marteau et l'enclume

Le conflit irano-irakien, qui dure depuis près de dix ans maintenant, a longtemps éclipsé une réalité autrement dramatique : la question kurde. Il a fallu, en effet, les derniers bombardements à l'arme chimique de régions peuplées de Kurdes par l'armée irakienne – bombardements qui ont fait plusieurs centaines de victimes civiles – pour découvrir ce peuple oublié. Le problème kurde remonte à plusieurs années et, jusqu'à ce jour, aucune solution équitable n'a été trouvée, ce qui attise encore davantage les tensions et les risques d'explosion de cette poudrière qu'est le Moyen-Orient.

Dans cette zone de turbulences qu'est le Moyen-Orient, le problème kurde est quelque peu dominé par le conflit israélo-arabe et, depuis 1979, par la guerre Iran-Irak. Il a fallu un événement dramatique pour que la communauté internationale s'émue de la situation désespérée que vivent les Kurdes. Ce sont, en effet, les attaques à l'arme chimique par Bagdad, de la région limitrophe de l'Iran (peuplée en majorité de Kurdes), les 16 et 18 mars dernier – qui auraient fait de trois à cinq mille morts parmi la population – qui ont révélé au monde leur existence et la réalité de leur tragédie.

Un peuple ballotté

Peuple sans Etat, partagé entre la Turquie, l'Irak, l'Iran (ainsi que la Syrie et l'URSS), les Kurdes mènent depuis longtemps une lutte silencieuse pour la reconnaissance de leur droit à l'autodétermination. Au centre de gros intérêts et de rivalités entre Etats de la région, ils doivent, pour continuer d'exister, mener une lutte incessante et développer un subtil jeu politique afin de sauvegarder leurs intérêts vitaux face aux appétits des pays qui les dominent.

L'Irak, dont les trois quarts des habitants sont kurdes, a de tout temps pratiqué le jeu de la carotte et du bâton, alternant concessions et répression au gré de la conjoncture. Après une timide expérience d'autonomie concédée aux Kurdes, elle mène depuis quelques années une politique de main de fer et une arabisation forcée du Kurdistan. Pourtant, l'accord du 11 mars 1970, conclu entre le régime irakien et le mouvement nationaliste kurde (le Parti démocratique du Kurdistan, PDK, de M. Barzani), qui prévoyait l'autonomie du Kurdistan dans un délai de quatre ans, avait laissé entrevoir une issue heureuse au conflit. La réconciliation irano-irakienne allait cependant mettre fin à cet espoir de règlement.

Entre le marteau et l'enclume

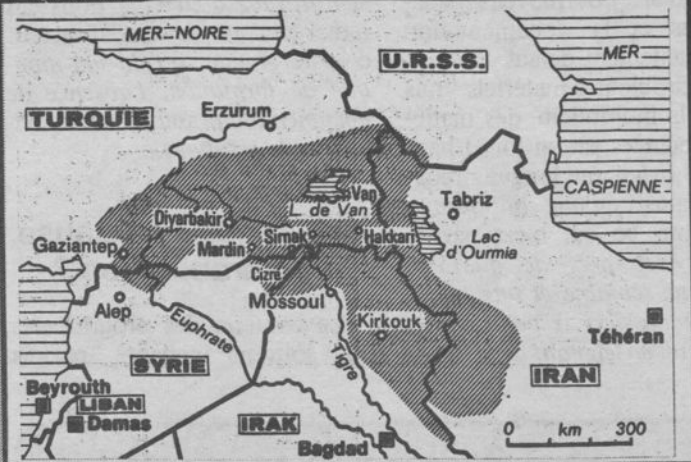
L'accord d'Alger de 1975 entre Bagdad et Téhéran remettait tout en question. Aux termes de cet accord, les deux pays s'engageaient à « exercer sur leurs frontières un contrôle strict et efficace en vue de la cessation de toute infiltration à caractère subversif ». Les troupes algériennes, stationnées le long de la frontière et chargées de faire respecter l'accord, vont ainsi participer au contrôle et à la

Le Kurdistan est un pays sans frontières partagé entre plusieurs Etats. Il s'étend sur 530 000 km² environ.

Habitants : de 5 à 15 millions selon les sources, les trois quarts vivent en Turquie et en Irak.

« La question nationale kurde est un des problèmes les plus conflictuels du Proche-Orient. Partagé entre la Turquie, l'Irak et l'Iran, avec des minorités en Syrie et en Arménie soviétique, au lendemain de la Première Guerre mondiale les Kurdes n'ont cessé, depuis, de lutter pour leur indépendance. »

« Les Kurdes se voient dénier le droit à l'identité et l'enseignement de leur langue en Turquie, en Syrie, en Iran. En Irak, ils bénéficient d'une



autonomie restreinte, tout en subissant déportations et transferts de populations... Quinze millions de Kurdes au Proche-Orient posent, de façon tragique, tout à la fois la question nationale et le droit

des minorités au sein des pays où ces problèmes sont étouffés... »

Les Kurdes et le Kurdistan (ouvrage collectif, Maspero 1978).

surveillance des Pechmegas en empêchant toute communication entre les deux côtés de la frontière. Sans aide extérieure, le mouvement nationaliste kurde est au bord de l'asphyxie.

La chute du shah, en 1979, et l'arrivée de l'imam Khomeiny au pouvoir, vont remettre la résistance sur les rails après de longues années de doutes et de découragement. En effet, le conflit entre l'Irak et la jeune République islamique va permettre aux Kurdes de reconstituer et renforcer leur mouvement. Nombre de jeunes enrôlés dans l'armée irakienne désertent avec armes et bagages pour rejoindre la résistance. Les multiples restrictions imposées par Bagdad aux populations kurdes après l'illusion des réformes et projets sociaux, le nombre élevé des victimes dans le développement de la guerre du Golfe, rendent encore plus impopulaire le régime de Saddam Hussein. Cette situation profite à la résistance qui se développe et se renforce chaque jour, tout en se radicalisant.

Le jeu des alliances

C'est ainsi que l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jela Talabani, créée en 1975 et qui va devenir la principale organisation (avec le PDK), va, après des négociations interminables avec le régime baasiste, annoncer la rupture définitive (en janvier 1985) et la reprise de la lutte armée. L'intensification de la lutte va, dès lors, s'accompagner d'une révision des objectifs de la guérilla. Partisan des solutions radicales, J. Talabani n'a pas hésité à s'allier, en octobre 1987, avec la République islamique, considérant qu'il

s'agissait là « d'une coopération contre un ennemi commun, avec des intérêts communs à un moment précis ». Le responsable prend soin de souligner qu'il n'est pas question d'une soumission à Téhéran, mais il estime que le régime de Saddam Hussein représente la menace la plus pressante pour le mouvement kurde. Selon lui, l'alliance conclue entre son parti (et celui de M. Barzani) avec l'Iran est « purement tactique » : « Nous avons le droit et le devoir de nous allier avec ceux qui combattent nos ennemis, mais sans mettre en cause notre indépendance. Il est vrai que nous n'aidons plus nos frères kurdes d'Iran qui combattent le régime de Téhéran, mais nous refusons de leur faire la guerre (...). La seule organisation islamique avec laquelle nous collaborons est le Mouvement des musulmans du Kurdistan irakien, une organisation sunnite indépendante de Téhéran, qui reconnaît ouvertement le droit à l'autodétermination du peuple kurde... »

Un jeu dangereux

Même si les nationalistes kurdes considèrent cette alliance avec l'Iran comme conjoncturelle et tactique, elle ne les met pas totalement à l'abri d'un retournement de situation. Ce jeu des alliances est dangereux et comporte beaucoup de risques, car la résistance n'a pas les moyens d'une telle politique. S'appuyer sur Téhéran, c'est réduire son autonomie et s'exposer à adhérer à la stratégie iranienne. Or, la République islamique considère le concept d'autonomie incompatible avec l'islam, et sa position à l'égard des Kurdes d'Iran ne va pas, outre

l'UKP qui ne parle plus seulement d'autonomie, mais aussi d'autodétermination, voire d'indépendance. Cette radicalisation a entraîné une répression sévère de la part de Bagdad qui n'hésite pas à pratiquer la politique de la terre brûlée. Des villages entiers sont rasés et vidés de leur population qui est regroupée dans des zones contrôlées par l'armée irakienne. L'efficacité des Peshmegas explique sans doute cette politique de la terreur. A cela, s'ajoutent les risques qu'ils font planer sur les champs pétrolifères de Kirkouk et l'axe stratégique de Mossoul-Erbil-Kirkouk. Cette montée des tensions démontre la part importante prise par les Kurdes dans ce conflit du Golfe. Ces derniers jouent là une carte décisive. Non seulement l'alliance avec l'Iran a ses revers, mais une victoire de ces derniers ne garantit pas, outre mesure, la reconnaissance de l'identité kurde. Dans le cas contraire, une victoire de l'Irak hypothéquerait pour longtemps l'idée d'une république kurde. La partie qui se joue à l'heure actuelle s'annonce donc serrée car elle s'annonce déterminante pour l'avenir du peuple kurde.

Mokrane IGHZAR

1. Le Monde du 19 mars 1988.

Massacre des populations kurdes à l'arme chimique.



INTERNATIONAL

GORBATCHEV fera-t-il son alyah ?

Le 9 avril, au cours d'une rencontre à Moscou avec Yasser Arafat, Gorbatchev demandait à l'OLP de renoncer à la violence et de considérer que « la reconnaissance de l'Etat d'Israël et la prise en compte de ses intérêts de sécurité (sont) un élément nécessaire à l'établissement de la paix et de rapports de bon voisinage dans la région ».

Si la presse mondiale a considéré que cette déclaration marquait un tournant dans la politique soviétique au Proche-Orient, elle était totalement ignorée

par Arafat. La presse algérienne, quant à elle, semble surprise par cette affirmation.

Ainsi, selon A. Sebaa (*Algérie actualité* du 14 avril), Gorbatchev n'aurait parlé que du « retrait d'Israël des territoires occupés et de la Conférence internationale avec la participation de toutes les parties concernées y compris le peuple arabe de Palestine », participation acceptable par Israël que dans la mesure où elle dissout le peuple palestinien dans le cadre de la nation arabe.

En mettant au centre de sa déclaration le droit à l'existence et à la sécurité d'Israël, Gorbatchev considère que la révolution des pierres, qui se déroule en Cisjordanie-Gaza depuis cinq mois, ne débouchera pas sur la création de l'Etat palestinien indépendant mais sur la tenue de la Conférence internationale, dont les bases seront celles des résolutions de la Conférence d'Amman (signature du traité de paix entre Israël et tous les pays arabes, confédération jordano-palestinienne).

Pour apprécier le changement actuel, il convient de retracer les grandes lignes de la politique soviétique au Moyen-Orient.

Staline, parrain de l'Etat d'Israël

En 1943, à Téhéran, et en 1945 à Yalta, les accords Staline-Roosevelt-Churchill établissent les nouveaux rapports de domination, au Proche-Orient notamment : les Français sont détournés de la Syrie et du Liban, les Anglais sont affaiblis et Moscou admet que le Moyen-Orient entre dans la zone d'influence américaine.

S'appuyant sur l'Arabie Saoudite, les Etats-Unis agissent pour se substituer aux Anglais en Iran, en Irak et en Egypte.

Moscou agit autrement. Dès sa création en 1942, le Comité antifasciste juif d'URSS multiplie les contacts avec les organisations sionistes, et son secrétaire proclame en 1944 : « Le peuple juif a droit à l'indépendance politique en Palestine. »

En 1945, c'est de la zone contrôlée par les Soviétiques et non des Etats-Unis que partent des milliers de Juifs. Au début de 1947, les délégués russes à l'ONU promettent à l'Agence juive « non seulement de soutenir l'alliance juive mais d'appuyer le droit à la nation juive à l'autodétermination ». Pas de surprise donc, lorsque Gromyko prononce à l'ONU, le 14 mai 1947, un discours célèbre au cours duquel il réclame pour les Juifs « le droit d'avoir un Etat à eux ».

Depuis la fin de 1946, les Soviétiques se sont totalement engagés aux côtés des sionistes et, avec eux, tous les partis communistes. Le soutien n'est pas seulement diplomatique et politique, mais aussi militaire. Ainsi, en 1947, lorsque Wa-

shington décrète l'embargo sur les armes à destination du Moyen-Orient — décision favorable aux pays arabes équipés et armés par les Anglais — les armes tchèques permettent aux sionistes d'éviter l'asphyxie, puis de passer à l'offensive.

Le 14 mai 1948, le mandat anglais prend fin, les Etats-Unis reconnaissent alors *de facto* l'Etat d'Israël. Staline, quant à lui, va plus loin en reconnaissant *de jure* l'Etat hébreu ! Tout au long de cette année, l'action diplomatique et militaire russe va se développer jusqu'à l'admission d'Israël à l'ONU, le 11 mai 1949.

Moscou et la coexistence pacifique

1950-1953, la crise économique et politique éclate dans les « démocraties populaires ». Staline n'hésitera pas à utiliser le chauvinisme et l'antisémitisme pour canaliser et diriger contre les Juifs le mécontentement qui existe contre les régimes bureaucratiques. Les relations se détériorent entre Israël et Staline, dont le discours violemment antisioniste masque mal le caractère antisémite. Moscou change alors de partenaire et se tourne vers les pays arabes.

L'agression tripartite de Suez, en 1956, lui donne l'occasion de s'implanter dans la région, tout en respectant les accords de Yalta et sans jamais remettre en cause l'Etat d'Israël. Cela passe par des fournitures d'armes aux pays arabes mais sans les doter d'une capacité militaire réelle qui mette en danger la sécurité d'Israël, devenu, dans ce chassé-croisé, un client coûteux et fort encombrant des Etats-Unis.

En juin 1967, pendant la guerre des Six Jours, l'URSS rompt ses relations diplomatiques avec Israël, mais refuse à Boumediène, en visite à Moscou, de s'engager dans le conflit ou de fournir aux pays arabes des armes efficaces. Peu après, le 22 novembre 1967, l'URSS vote la résolution 242 du Conseil de sécurité des Nations unies qui troque l'évacuation des territoires occupés contre l'obligation pour les pays arabes de reconnaître la souveraineté et l'intégrité territoriale d'Israël. Une véritable division des tâches s'effec-

tuent alors entre les deux Grands pour imposer la fin d'un conflit interminable. C'est ainsi que Nasser, aussitôt suivi par le roi Hussein, acceptera la résolution 242 puis le plan Rogers soutenu par l'URSS. De même Israël devra s'incliner. Le refus de l'OLP d'accepter le plan, malgré les pressions exercées par Moscou et Le Caire, ouvre une période de lutte armée en Jordanie qui se termine par l'écrasement des fedayins en 1970-1971 (Septembre noir).

Israël peut alors d'autant mieux saboter le plan Rogers, qui lui imposait de se retirer des territoires occupés, qu'au sommet Nixon-Brejnev (mai 1972) Gromyko signe un texte qui signifiait en clair que « Moscou

conférence internationale parainée par les deux Grands semble assurée de succès, d'autant que l'OLP a accepté à son douzième conseil national de ne chercher à édifier son Etat, non pas sur toute la Palestine mais en Cisjordanie et à Gaza. En contrepartie, Yasser Arafat a pu participer à l'assemblée générale de l'ONU qui a adopté, le 14 octobre 1974 par 105 voix contre 4 et 20 abstentions, une résolution invitant l'OLP à participer à ses travaux sur la question palestinienne. Et en novembre 1974, au lendemain du sommet Brejnev-Ford, Arafat était reçu pour la première fois à Moscou.

Tout semblait réglé, mais la crise américaine (Watergate) puis la guerre civile au Liban

Les exigences de Gorbatchev vis-à-vis de l'OLP

1. Ce qui est demandé à Arafat, ce n'est pas seulement d'admettre Israël et de renoncer à la Charte de l'OLP, mais de prendre en compte les besoins de la sécurité de cet Etat, ce qui entraîne, dans le meilleur des cas, un condominium jordano-palestinien sur la Cisjordanie-Gaza. En fait pour Tel Aviv, les frontières naturelles assurant la sécurité d'Israël sont le Litani, le Golan, le Jourdain et la mer Rouge.

2. La démarche de Gorbatchev est singulière, puisqu'il considère qu'en refusant ses demandes, l'OLP bloquerait le processus menant à la conférence internationale et porterait, en quelque sorte, la responsabilité de la prolongation de la guerre dans la région.

3. Si l'OLP est considéré comme le « représentant légitime du peuple palestinien », Gorbatchev n'a parlé que d'autodétermination, mais pas d'Etat palestinien indépendant. Il fait sienne ainsi, la formule célèbre utilisée par le PCF pendant la guerre d'Algérie : le droit à l'indépendance ne signifie pas la nécessité de l'indépendance, comme le droit au divorce ne signifie pas l'obligation de divorcer.

gelait le Moyen-Orient » et un accord qui admettait « des modifications de frontières favorables à Israël ».

Deux années terribles : 1974 et 1979

Craignant de voir les lignes de cessez-le-feu se muer en frontières internationales, les dirigeants arabes lancent la guerre d'Octobre 1973. Quand le conflit devient dangereux, les deux Grands imposent le cessez-le-feu à leurs alliés et relancent un nouveau plan de règlement général du conflit israélo-arabe (plan Kissinger).

Les conditions politiques sont favorables : Israël a été bousculé et le mythe de sa puissance s'est effondré, l'honneur des pays arabes est sauf et la tenue d'une

empêchent la tenue de la réunion. Après la victoire électorale du Likoud en 1977, Begin va saboter la conférence internationale et s'efforcer de réaliser l'Eretz Israël, c'est-à-dire la colonisation et la judaïsation totale de la Cisjordanie (Samarie et Judée) et la destruction de l'OLP.

C'est pour mieux se concentrer sur ces objectifs qu'il signe avec l'Egypte un traité où, en échange de la paix, Israël évacue tout le Sinaï. En 1979, la proclamation de la République islamique en Iran renforce la déstabilisation du Moyen-Orient.

Pour la contenir, les Russes interviennent en Afghanistan et l'Irak envahit l'Iran. Begin saisit cette opportunité pour intensifier la colonisation juive en Cisjordanie puis envahir, en juin 1982, le Liban afin de détruire

l'infrastructure militaire, politique, culturelle de l'OLP. Sharon y parvient d'une certaine manière, quand il écrase Beyrouth sous les bombes et contraint Arafat et la direction palestinienne à quitter le Liban.

Affaiblie, dispersée et déchirée par les luttes internes, alimentées par Assad, l'OLP n'avait plus les moyens de rejeter le plan Reagan-Fahd, repris dans ses grandes lignes par Brejnev, où il n'était plus question, comme en 1974, d'Etat palestinien indépendant, mais d'une confédération jordano-palestinienne, la Jordastine.

Eteindre l'incendie

En 1985-1987, la combinaison des guerres, crises sociales et révolutions, la violence et la durée des conflits, l'absence de perspectives et de solutions politiques, même provisoires, ont transformé le Moyen-Orient en un véritable volcan.

C'est pour en sortir que les deux Grands ont renoué avec la politique de Yalta et s'efforcent depuis le sommet Reagan-Gorbachev de régler les trois conflits majeurs qui s'interpénètrent.

Une énorme pression s'exerce sur l'Iran pour lui imposer la reconnaissance de la résolution 598 des Nations unies qui doit clore, sans une défaite de l'Irak, cette interminable guerre.

La déclaration faite par Gorbatchev à Arafat sur la nécessité pour l'OLP de reconnaître Israël et de prendre en compte ses besoins de sécurité, s'inscrit donc dans le cadre de cette politique russo-américaine, visant à imposer l'ordre au Moyen-Orient.

Que la politique de Gorbatchev diffère de celle menée par les dirigeants soviétiques, en particulier depuis 1976, cela est certain, mais ce qui apparaît c'est que, sur la durée, l'URSS a toujours défendu le principe du droit à l'existence d'Israël, non par amour pour les sionistes, mais parce qu'Israël est la clé de la politique de coexistence pacifique entre les deux Grands au Moyen-Orient.

Makloul CHIBANI

1. A. Gresh et D. Vidal. *Palestine 1947, un partage avorté*, éditions Complexe, 1987, page 132.
2. H. Kissinger. *Les Années orageuses*. Fayard 1982, tome 1, page 244.

19 mai 1956

ETUDIANTS... AU MAQUIS !

Le 19 mai, après une année et demie de lutte armée, les étudiants se mettent de la... patrie.

Avant les élections, répondant favorablement à l'appel du FLN, le 19 mai 1956, plusieurs courants traversaient le mouvement étudiant. Chacun de ces courants avait sa conception et ses méthodes de lutte. La diversité existait depuis longtemps, répartie entre quatre tendances : MTL, PCA, UDMA, Ulemas et, à un degré moindre, les indépendantistes autonomes.

En 1953, une querelle opposait l'Union des étudiants des Algériens de Paris (UEAP), d'obédience communiste, et l'Association des étudiants musulmans de l'Afrique du Nord (AEMAN) concernant la composition ethnique du syndicat étudiant. Les premiers, qui projetaient une future Union nationale des étudiants algériens (UNEA), étaient partisans d'une organisation ouverte à tous, sans distinction de race ni de religion. Les seconds, au contraire, étaient favorables à un syndicat réservé aux seuls musulmans, constituant la réserve nationaliste. Cependant, en 1954, à la surprise générale, les représentants de l'AEMAN à Alger, contrôlée par le MTL (qui vient d'être dissous), se réconcilient avec le syndicat corporatiste de l'Association générale des étudiants algériens (AGEA), dominé par les Européens « apolitiques ». Ensemble, ils présentent à Jacques Soustelle une

motion appelant à la résolution des difficultés matérielles des étudiants musulmans.

Le poids de la lutte armée

L'insurrection du 1^{er} novembre survient dans un climat de luttes d'influences feutrées entre les différentes sensibilités. Si cela soulageait un bon nombre de nationalistes, déçus par la dissolution du MTL, le doute sur l'issue d'une pareille entreprise demeurait important. Le débat entre les organisations étudiantes ne se trancha pas pour autant.

Le 27 février 1955, l'assemblée générale de l'AEMAN lança un appel à la constitution de l'UGEMA. Les partisans de l'UEAP répliquèrent par un refus du « M » (musulman), affirmant leur attachement pour l'indépendance, à l'intérieur d'une nation ouverte aux Algériens de toutes origines. Ahmed Taleb Ibrahim, au nom de l'AEMAN, refusa leur argumentation. La minorité regroupée derrière le communiste Ahmed Inal fut rassurée par la promesse qu'une fois l'indépendance obtenue, le « M » disparaîtrait.

Les délégués se séparèrent donc sur un constat d'échec. Chacun essaya par la suite de prendre de vitesse l'autre. La majorité organisa son congrès constitutif du 8 au 14 juillet 1955 à la salle de la Mutualité avec la participation du vice-pré-

sident de l'UNEF, Robert Chapuis ; la minorité, quant à elle, rata cette échéance à cause d'une préparation trop hâtive.

Le discours d'Ahmed Taleb, élu à la présidence, porta sur trois points : la revendication corporatiste, le respect de l'identité algérienne et la dénonciation du climat de peur et de répression. Son discours, nuancé sur la forme, fut très ferme sur le fond. Il mit en évidence le lien entre les revendications des étudiants et la condition du peuple algérien dans son ensemble, tenu hors des structures décisionnelles depuis 1830. Sa conclusion convergea avec l'argumentation du mouvement national, donc du FLN, « (...) notre union, n'a rien d'une création artificielle. Elle ne fait que refléter un courant puissant où nous ne nous sommes pas contentés de nous laisser entraîner, mais auquel nous voulons participer activement. Au carrefour de l'histoire de notre pays, notre union permet de faire le point, surtout pour notre génération qui s'interroge sur l'avenir. Mais nous n'acceptons jamais de construire cet avenir sur la haine ou l'injustice ».

L'accélération du mouvement

La guerre et la répression quotidiennes incitèrent l'UGEMA à durcir sa position, réalisant combien était difficile d'établir un lien entre l'Algérie musulmane et l'autorité européenne. Ironie de l'histoire, le syndicat UGEA (apolitique), à la fin de l'année 1955, venait de mettre à sa tête la minorité conduite par Paul Akoun, plus ouverte à la discussion politique avec l'UGEMA. En même temps, l'UNEF, sous l'influence de Robert Chapuis et de François Borella, eux-mêmes minoritaires, décidèrent d'influer sur la politique du syndicat dans le sens d'une protestation contre la poursuite de la guerre d'Algérie.

Mais les bavures commises par les autorités coloniales vont aiguïser l'intransigeance des étudiants nationalistes : l'étudiant Bekacem Zeddour, arrêté par la police d'Oran le 6 novembre 1955, est découvert assassiné, son corps jeté à la mer à Alger ; le 7 décembre 1955, la liaison de Abane auprès des étudiants, Rachid Amara, est arrêté par la police, portant dans sa voiture des tracts du FLN menaçant de mort les musulmans qui voudraient participer aux élections législatives de janvier 1956. Le pire était à craindre pour lui !

L'UGEMA et l'AGEA protestèrent de concert pour réclamer le respect des règles de procédure en matière judiciaire. Si cette affaire a provoqué des remous à l'intérieur de l'AGEA, où la majorité protesta contre l'engagement politique de sa direction, elle accéléra, par contre, l'élan patriotique de l'UGEMA. L'appel du 20 janvier 1956, pour une quinzaine

de solidarité en faveur des emprisonnés, fut largement suivi par les étudiants musulmans et consacra la force de mobilisation de cette organisation. La motion votée à cette occasion ne laisse aucun doute sur les intentions de l'UGEMA : « ...sur le plan étudiant, la libération immédiate des étudiants emprisonnés, une enquête sur la mort de l'étudiant Zeddour et la punition des coupables ; sur le plan international, la cessation de la répression, la reconnaissance de la nation algérienne et du droit du peuple à disposer de sa souveraineté, enfin une négociation avec les représentants authentiques du peuple algérien ».

La journée du 20 janvier se déroula dans le calme à Alger mais, à Tlemcen, des incidents éclatèrent après l'annonce de la mort entre les mains de la police du docteur Benzerdjeb. En France, à Montpellier, une partie de l'UNEF, conduite par son président d'honneur, J. Mousseron, attaqua l'assistance de la salle de la bourse du travail. Des échauffourées eurent lieu au cours desquelles l'on eut à déplorer de graves dégâts.

Dès lors, les ponts sont coupés entre l'UGEMA, décidée à aller de l'avant, et l'AGEA, débordée sur sa droite par des éléments extrémistes. Ces derniers créèrent, le 1^{er} février, le Comité d'action universitaire (CAU) qui milita ouvertement pour le maintien de la souveraineté française, en Algérie. La rupture entre les deux organisations fut consommée officiellement le 21 mars 1956.

Les étudiants ultras français de la CAU défilèrent le 6 février à Alger contre Guy Mollet et s'attaquèrent à André Mandouze lors de son cours à la faculté de droit. Le professeur ne dut son salut qu'aux étudiants musulmans qui le sortirent par une porte dérobée.

Le tournant

C'est dans ce climat de dégradation que l'UGEMA prépare son congrès pour le mois de mars. Ses trente et une sections, à travers l'Algérie et la France, entrèrent dans une phase active où la sympathie pour le FLN se manifesta. Du 24 au 30 mars eut lieu, à Paris, le 2^e congrès de l'UGEMA. Mouloud Belaouane, succédant à Ahmed Taleb Ibrahim, fit voter un texte très explicite, dénonçant « le colonialisme source de misère » et réclamant en conclusion « la proclamation de l'indépendance de l'Algérie, la libération de tous les patriotes emprisonnés et des négociations avec le FLN ».

L'appel de l'UNEF, réunie à Strasbourg le 5 et le 15 avril 1956, en direction de l'UGEMA pour condamner la violence, semble dès lors dépassé. L'AGEA demande instamment l'exclusion de l'UGEMA. Les uns et les autres ont déjà choisi leur camp, le congrès de l'UNEF n'est qu'une référence tactique

pour les différents protagonistes désormais séparés à jamais. Le 18 mai, les membres de l'UGEMA d'Alger se réunissent et appellent à une grève générale illimitée des cours et des examens et à l'engagement des étudiants dans les rangs de l'ALN/FLN. Le mouvement doit débiter à partir du lendemain, le 19 mai 1956.

Le maquis

La décision est accueillie positivement au Maroc et en Tunisie et au Moyen-Orient par les étudiants algériens. En France, cela soulève quelques réserves. Quelques télégrammes échangés entre Alger et Paris ne tarderont pas à les dissiper.

Dès lors, les étudiants affluèrent au maquis en Algérie et dans la clandestinité urbaine en France. Ils mirent leurs compétences au service des instances administratives et politiques en tant qu'experts. L'enthousiasme et la passion révolutionnaire de

C'ETAIT EN...

MAI 1945

8. Massacres du Constantinois : « Ce jour-là, j'ai vieilli prématurément. L'adolescent que j'étais est devenu un homme. Ce jour-là, le monde a basculé. » Kateb Yacine.

MAI 1955

Recrudescence des actions armées dans toute l'Algérie.

19. Envoi de renforts en Algérie.

MAI 1956

19. Grève générale des étudiants musulmans algériens. Beaucoup rejoignent le maquis.

MAI 1957

28. Massacre de Melouza.

MAI 1958

2. Le FLN annonce l'exécution de trois militaires français.

13. Le gouvernement général est pris d'assaut et mis à sac par les ultras. L'armée prend le pouvoir. Constitution du Comité de salut public.

16. L'Assemblée nationale vote l'état d'urgence.

18. Arrivée de Soustelle à Alger.

MAI 1961

8. Idée d'un partage de l'Algérie évoquée par de Gaulle.

20. Ouverture de la première conférence d'Evian (Louis Joxe-Krim Belkacem).

29-31. Procès Challe-Zeller : quinze ans de détention.

MAI 1962

L'OAS déclenche en Algérie la tactique de la terre brûlée.

2. Bombe ultra (OAS) sur le port d'Alger : 62 dockers algériens sont tués.

23. Le général Salan est condamné à perpétuité.

ces jeunes furent admirables et pratiquement uniques dans le monde. Rares sont les luttes armées qui ont réussi cette jonction peuple/étudiant comme l'Algérie combattante la réalisa. Même le Viet-nam n'y est pas parvenu. Beaucoup d'entre ces étudiants payeront de leur vie leur engagement du 19 mai 1956. Ils sont morts en héros.

Tewfik MELLOUL

1. En effet, le congrès de 1963 adopte le nom de l'Union nationale des étudiants algériens (UNEA), la promesse fut donc tenue.

APPEL DES ETUDIANTS D'ALGER POUR LA GREVE GENERALE

Etudiants algériens,

Après l'assassinat de notre frère Zeddour Belkacem par la police française, après le meurtre de notre frère aîné, le docteur Benzerdjeb, après la tragique fin de notre jeune frère Brahmi, du collège de Bougie, brûlé vif dans sa mecha incendiée par l'armée française pendant les vacances de Pâques, après l'exécution sommaire, dans un groupe d'otages, de notre écrivain Rhida Houdou, secrétaire de l'institut Ben Badis de Constantine, après les odieuses tortures qu'on a fait subir aux docteurs Heddami, de Constantine, Baba Ahmed et Tobal de Tlemcen, après l'arrestation de nos camarades Amara, Lounis, Saber et Touati, arrachés aux géolés de l'administration française, celle de nos camarades Zerrouki et Mahdi, après la déportation de notre camarade Hiti, après les campagnes d'intimidation contre l'UGEMA, voici que la police nous arrache d'entre les mains, un matin à la première heure, notre frère Ferhat Hadjadj, étudiant en propédeutique et maître d'internat au lycée de Ben Aknoun, le torture, le séquestre, pendant plus de dix jours (avec la complicité de la justice et de la haute administration algériennes prévenues de son affaire), jusqu'au jour où nous apprenons, atterrés, sous le coup de l'émotion, la nouvelle de son égorgement par la police de Djidjelli, aidée par la milice locale.

L'avertissement donné par notre magnifique grève du 20 janvier 1956 n'aura-t-il donc servi à rien ?

Effectivement, avec un diplôme en plus, nous ne ferons pas de meilleurs cadavres ! A quoi donc serviraient-ils, ces diplômes qu'on continue à nous offrir pendant que notre peuple lutte héroïquement, pendant que nos frères, nos épouses, nos sœurs sont violées, pendant que nos enfants, nos vieillards tombent sous la mitraille, les bombes de napalm ?

Et nous, les cadres de demain, on nous offre d'encadrer quoi ? D'encadrer qui ? ... Les ruines et les monceaux de cadavres, sans doute ceux du Constantine, de Tebessa, de Philippeville, de Tlemcen et autres lieux appartenant déjà à l'épopée de notre pays. Notre passivité face à la guerre qu'on mène sous nos yeux nous rend complices des accusations ignobles dont notre vaillante armée nationale est l'objet. La fausse quiétude dans laquelle nous sommes installés ne satisfait plus nos consciences.

Notre devoir nous appelle à d'autres tâches plus urgentes, plus impératives, plus catégoriques, plus glorieuses.

Notre devoir nous appelle à la souffrance quotidienne, aux côtés de ceux qui luttent et meurent libres face à l'ennemi. Nous observons tous la grève immédiate des cours et des examens et pour une durée illimitée.

Il faut désertir les bancs de l'université pour le maquis. Il faut rejoindre en masse l'Armée de la libération nationale et son organisme politique, le FLN.

Alger le 19 mai 1956.

L'ASSASSINAT POLITIQUE une pratique historique

Première partie : Aux origines du mal.

Si l'assassinat politique en Algérie est intimement lié à la nature totalitaire du régime, sa pratique n'est pourtant pas un phénomène récent. Bien au contraire ! Une singulière permanence dans la liquidation physique caractérise l'histoire contemporaine de l'Algérie, dont l'origine remonte au mouvement national. Plusieurs forfaits ont été accomplis au nom de l'histoire, de la révolution et de l'unité nationale, engendrant l'élimination de patriotes fervents et de cadres authentiques. Mais la leçon n'est pas retenue et le mal sévit toujours. L'exécution, à l'étranger, l'année dernière, de maître Ali Mecili démontre la continuité d'une logique et alourdit encore une liste de crimes restés, malheureusement, impunis.

L'inexistence de pratiques démocratiques dans le mouvement national, particulièrement à l'intérieur des rangs du PPA-MTLD, a influé énormément sur la nature et les méthodes de l'insurrection nationale du 1^{er} novembre 1954.

Auparavant, des centaines de militants ont fait les frais d'un fonctionnement antidémocratique du PPA-MTLD, calqué sur le modèle bolchevique. Le sectarisme et l'intolérance ont constitué les mamelles d'un parti messianique, englué dans des querelles internes. Si l'on ajoute à ce constat l'autoritarisme de la société, contrainte à la clochardisation par le colonialisme, on ne peut s'étonner des flambées de violence qui éclatèrent à des périodes bien déterminées. Pourtant, il n'existe pas encore un penchant à la liquidation physique. Peut-être parce qu'à cette époque, l'existence de partis rivaux (l'UDMA, le PCA, voire les Ulemas) tenait lieu de garde-fou. En somme, l'émulation interparti fixait une frontière à ne pas dépasser, au risque de se discréditer définitivement. En revanche, les exclusions furent légion et constituaient la sanction suprême.

L'excommunication est vécue comme un drame, car l'organisation est tout pour le militant et l'idéal indépendantiste, sa raison de vivre. Ces mesures disciplinaires ont gâché bien des vies militantes et infléchi la courbe ascendante dans la mutation de la conscience nationale en conscience révolutionnaire. Tout le travail de l'OS a disparu lorsque l'on a voulu sanctionner un militant par la violence en 1950. Il a, alors, tout donné à la police. En même temps, le parti embourbé dans la gestion administrative des questions politiques élude le vrai problème : l'absence de démocratie interne. Malgré ces excès, il y a eu quand même des moments de lucidité, empêchant des glissements irréversibles.

A ce titre, il faut souligner la perspicacité du D.^r Lahmine Debaghine, refusant la création d'une section du parti chargée du renseignement. Le célèbre docteur, qui a assumé les responsabilités du PPA pendant la clandestinité de 1939-1945, a rétorqué que ce service destiné à l'extérieur n'aurait finalement pour objectif que de surveiller le parti. L'anathème a atteint son paroxysme au cours de deux périodes : en 1949, lors de l'ex-

clusion des berbéristes, alors qu'ils représentaient l'aile radicale du parti et durant l'été 1954, lorsque les centralistes et les messalistes s'excluaient mutuellement par congrès interposés. Des affrontements violents ont marqué ces deux périodes, conduisant le parti indépendantiste à l'éclatement et, par voie de conséquence, à affaiblir ses chances face au colonialisme. De fait, le prix à payer pour la libération s'en est trouvé exorbitant.

L'exclusivisme de l'ALN-FLN

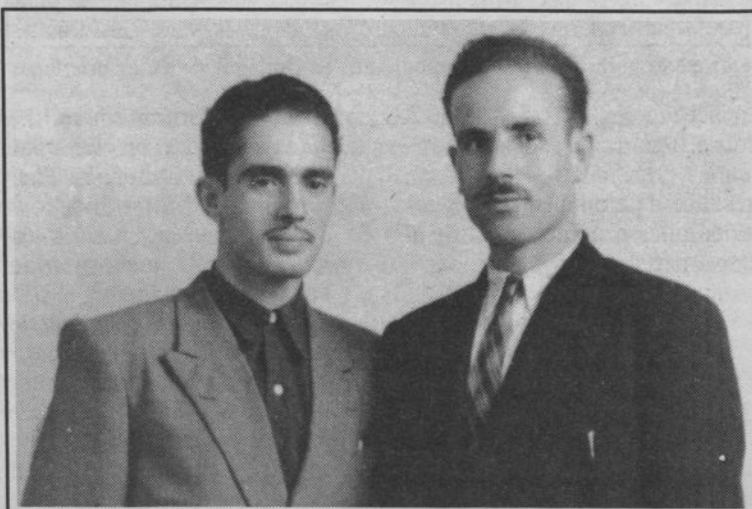
Le sursaut populaire manifesté pendant la guerre de libération nationale a pendant longtemps caché le revers de la médaille. Il n'est pas brillant ! L'idéologie exclusiviste du FLN

OUALI BENAÏ

Né en 1916, à Djemaâ Saharidj, en Kabylie. Responsable du PPA pour la Kabylie en 1944. C'est lui qui a réussi à recruter le groupe étudiant de Ben Aknoun, entre autres, Aït Ahmed, Laïmeche, Ould Hamouda, Oussedik.

En tant que membre du Comité de vigilance d'octobre 1946, il prépare le congrès de 1947. La même année, il entre au CC du parti. En septembre 1948, il est arrêté au port d'Oran, avec une fausse carte d'identité, alors qu'il s'embarquait pour Paris. L'année 1949, il est exclu du PPA au moment de la crise berbériste. Il rejoint le FLN, mais il est assassiné en 1957 pour ses positions antérieures. Aujourd'hui, il n'est pas encore réhabilité.

a entraîné la mort de centaines de personnes innocentes, victimes d'un engrenage terrifiant. La logique née de l'option « Qui n'est pas avec moi est contre moi » a fait des ravages. Une guerre fratricide entre FLN et MNA a décimé les cadres révolutionnaires tous tendus vers le même idéal : la liberté de l'Algérie. La lutte a été tellement féroce que la conviction politique s'est transformée en haine de l'autre. Ainsi le MNA, poussé dans ses derniers retranchements, s'est fait, dans certains cas, l'auxiliaire de l'armée et de la police françaises. Un comble



Ould-Hamouda (à gauche) et Benaï (à droite), deux patriotes victimes de l'intolérance et du sectarisme. Liquidés, ils ne sont pas encore réhabilités.

pour des militants ayant sacrifié toute leur vie pour l'Algérie indépendante. Même les anciens militants du PPA n'ont pas été épargnés. Benaï Ouali, Amar Ould Hamouda, ex-membres du CC ont été exécutés sans sommation (voir ci-contre). Ils ont été tués sous le fallacieux prétexte de messalisme alors qu'ils ont été exclus par la direction messaliste du PPA en 1949... pour berbérisme.

Immanquablement, cette stratégie va s'appliquer dans les rangs du FLN. On ne connaît pas dans le détail toutes les disparitions au sein du Front. Ce dont on est sûr, en revanche, c'est qu'elles ont été nombreuses. Personne, aujourd'hui, ne peut ignorer l'élimination physique de Abbane Ramdhane, lui qui a manifesté tant d'intransigeance pour unifier les rangs de la révolution. Il a succombé aux effets néfastes de cette méthode. Mais, contrairement à la majorité de ses pairs, Abbane fut conscient des faiblesses de cette option. Il a tenté de sauver la révolution par une vision globale et politique de la situation. Il a proposé des solutions pour prévenir la terreur, éliminer les seigneurs de la guerre. Il en est mort¹. Moins connue est la liquidation, à Tripoli, du représentant du FLN en Libye : Saïd Turki. Certains attribuent ce crime aux adversaires de Abane, ne pardonnant pas à Turki de suivre la ligne définie par le congrès de la Summam. L'épreuve difficile de la guerre contre le colonialisme ne peut en aucun cas justifier le massacre du village de Melouza où 302 personnes, toutes civiles, périrent sous les balles des combattants

de l'ALN. La sanction, non appliquée par le congrès de la Summam, contre ce genre de pratique, qui avaient déjà eu lieu auparavant dans le village d'Iouandagène, dans la vallée de la Soummam, a provoqué un sentiment d'impunité. Dès lors, rien ne pourra arrêter la folie meurtrière, puisqu'elle est

AMAR OULD HAMOUDA

Né en 1926 aux Aït Ouacifs, en Kabylie. Lycéen, il adhère au PPA en 1942. Le 14 mai 1946, il prend le maquis. Partisan de la clandestinité totale, donc contre l'électoratisme, il défend cette position en 1946, lors de la conférence des cadres du parti. Il entre au CC en 1947 et devient responsable de l'OS pour la Kabylie. Arrêté à Alger en 1948, il est écarté de la direction en 1949, à la suite de la crise berbériste.

Il s'engage aux côtés du FLN, mais il est assassiné en 1956 pour ses antécédents politiques. Aujourd'hui il n'est pas encore réhabilité.

« l'expression de la volonté du peuple ».

Un climat de terreur

Avant de se libérer, dévastant tout sur son passage, le climat de violence entretient la suspicion.

Le manquement au devoir est invoqué pour punir les suspects. C'est la mésaventure qui est arrivée entre la fin de l'année 1958 et le début de 1959 aux intellectuels de l'ALN-FLN de

la wilaya III et partiellement de la wilaya IV. Les services de renseignement français, informés du mauvais climat interne au FLN, ont élaboré un plan antiguerilla particulièrement retors, la « bleuite », basé sur de prétendues dénonciations de collaboration avec l'armée française, et qui a provoqué, dans les maquis, une véritable hécatombe parmi les cadres. Des officiers, des sous-officiers, des soldats, des infirmiers, par centaines, sont morts sous la torture infligée par leurs frères de combat.

L'arbitraire et la violence étaient tels que les victimes avouaient des crimes imaginaires pour échapper ou écarter le supplice. Ils sont, pour la plupart, morts en héros, préférant succomber à la bêtise de leurs frères que de se rendre à l'ennemi. En tout cas, tel a été le choix du capitaline Nouri, de l'aspirant Mekrez et certainement de bien d'autres. Eux, qui n'ont pas hésité à délaisser leurs études, leur carrière, ont fait de la dignité leur credo. Ils ont intériorisé dans leur conscience la devise selon laquelle « sans dignité, il n'y a pas de liberté ».

Pour la première fois, la révolution algérienne, dans une région particulière, a atteint le degré de la terreur stalinienne. L'incapacité des instances supérieures de la révolution à enrayer le mécanisme de la terreur est significative de l'état d'esprit des dirigeants de l'époque. Le cadavre de Abane a lié leur sort commun à tous et a cimenté leur complicité dans le silence.

C'est à la lumière de ces périodes que l'on peut constater que la dérive du FLN n'a pas été maîtrisée et que peu de choses changeront jusqu'à la fin de la guerre. Le vieux personnel politique antérieur à 1954 est toujours en place, sans renouveau du stock idéologique, les habitudes sont prises et s'approfondissent, faites d'intrigues et de clientélisme. Les conditions de la lutte armée les accentueront. Certes, l'accession à la souveraineté internationale est acquise, et de haute lutte, par un peuple qui a su se transcender dans toutes les circonstances les plus exceptionnelles. Mais à quel prix ?

Saïd LAMARI

1. Libre Algérie n° 8.

Suite de l'article dans le prochain numéro : Les assassinats politiques dans l'Algérie indépendante.

1988 Deuxième rancard de SOS-Racisme

Il y a moins d'un mois, SOS-Racisme conviait les « potes » à un « grand rancard ». Devant près de 20 000 personnes réunies sur la pelouse de Reuilly, Harlem Désir déclarait : « Deux choix s'offrent à nous, la démocratie de l'exclusion ou la démocratie de l'intégration ».

Le président de SOS-Racisme présentait par ailleurs six questions que l'association allait poser aux candidats : le droit de vote pour les étrangers aux élections municipales de 1989 ; la réforme du Code de la nationalité garantissant aux enfants nés en France l'acquisition de la nationalité française ; l'abrogation de la loi Pasqua-Pandraud sur les étrangers ; la constitution d'une instance indépendante de la police pour enquêter sur les bavures ; une loi cadre « anti-ghetto » pour résorber les problèmes des logements et les cités ; l'Education nationale promue comme priorité budgétaire.

Il est un fait que l'élection présidentielle, échéance majeure de la vie politique française, marque d'un poids considérable toute initiative et manifestation se déroulant durant sa préparation. Les diverses associations, immigrées ou autres, se saisissent souvent de cette occasion pour interpeller les candidats à la magistrature suprême.

Le deuxième congrès de SOS-Racisme ne pouvait échapper à cette règle. Il s'est tenu à Noisiel (dans la région parisienne), du 2 au 4 avril, en présence de trois cents délégués des comités provinciaux et de la région parisienne.



Le drapeau palestinien : un symbole qui ne finit pas de poser problème.

per à cette règle. Il s'est tenu à Noisiel (dans la région parisienne), du 2 au 4 avril, en présence de trois cents délégués des comités provinciaux et de la région parisienne.

SOS-Racisme et la présidentielle

Le congrès s'est ouvert par un message de François Mitterrand. Tonton s'adressant aux potes saluait « leur générosité et leur soif de justice ».

Pourtant, sur un point au moins, la partition est légèrement différente entre le président de la République et le mouvement antiraciste, celui concernant la participation des immigrés aux élections locales ;

en effet, contrairement à SOS-Racisme qui en fait une priorité pour le scrutin de l'année prochaine, Mitterrand, tout en y étant « personnellement favorable », estime que l'opinion n'y est pas encore prête.

Affirmant vouloir peser sur le scrutin de l'élection présidentielle, sans pour autant donner de consigne de vote, les congressistes ont insisté sur le fait que l'après-1988 devait conduire à une action en profondeur pour une « société d'intégration ».

Julien Dray, le numéro deux de l'association, déclarait en substance que le gouvernement de mars 1986 avait rompu le consensus que SOS-Racisme tentait de réaliser sur les thèmes de l'antiracisme et de l'intégration. Il faut dire que le bilan du

gouvernement Chirac, mais ne devrait-on pas parler de passif, est plutôt lourd en ce qui concerne l'immigration.

Devant la réalité brutale de l'application des mesures Pasqua-Pandraud, l'œcuménisme antiraciste est bien difficile à assumer. « La lutte contre le racisme prend son énergie dans l'indignation, mais elle ne peut ignorer que l'intégration harmonieuse des étrangers passe aussi par l'intégration de tous ces jeunes qui se sentent aujourd'hui sans voix et qui, en luttant contre le racisme, défendent la dernière image positive qu'ils peuvent avoir de notre société ».

Au-delà des échéances électorales, une commune situation rassemble souvent jeunes immigrés et jeunes Français dans ce qu'ils appellent « la galère ». Par son action dans les lycées comme dans les cités de banlieue, SOS-Racisme s'est trouvé confronté à cette réalité.

SOS-Racisme et la « révolution des pierres »

Parmi les associations qui ont fondé SOS-Racisme, se trouve l'Union des étudiants juifs de France toujours présente à ce titre au bureau national, sa place étant revendiquée par la nécessité de ne pas exclure les Juifs et leur défense du mouvement antiraciste. Situation qui n'a pas toujours été facile à gérer pour les dirigeants de l'association, surtout en période de tension dans les camps palestiniens, ou dans les territoires occupés. En 1982, au moment des massacres de Sabra et Chatila, Eric Ghehali, représentant de l'UEJF au sein du bureau national, avait causé de sérieux remous parmi les membres de l'association, en faisant des déclarations pour le moins provocantes quant à l'attitude des soldats israéliens au cours du massacre, accusant la presse de tous les maux de désinformation.

Le 24 mars dernier, après des débats houleux dans certains congrès locaux, préparant le congrès national, la tension était si forte que l'UEJF avait même déclaré qu'elle envisageait de « reconsidérer ses rapports » avec SOS-Racisme, compte tenu d'initiatives « anti-israéliennes ». Il s'agissait bien sûr de protestations contre la sanglante répression exercée par les troupes israéliennes dans les territoires occupés.

Le débat s'annonçait donc très difficile au congrès et personne ne pouvait dire quelle en serait l'issue. La très forte volonté de la direction historique de SOS-Racisme de trouver un compromis l'a emporté. Une motion qui affirme sa « solidarité avec les victimes de la répression dans les territoires occupés », demande la cessation de la ré-

pression et affirme que « chacun des deux peuples doit se voir reconnaître le droit à l'existence dans les conditions qu'il lui appartient de déterminer » a finalement été votée au terme d'une longue nuit de débats pour le moins animés.

Le compromis a donc été trouvé, mais tiendra-t-il longtemps devant la détermination de la population palestinienne à résister à l'occupation des territoires occupés ? Il est certain que chaque crise, chaque mobilisation du peuple palestinien ne fera qu'accroître les contradictions entre, d'une part, le cou-

LES SIX PROPOSITIONS DU CONGRES DE SOS-RACISME

- ◆ **Code de la nationalité**
Développement du *jus soli* (droit du sol). L'enfant né sur le territoire français de parents étrangers, dont l'un des parents au moins est en situation régulière, serait français.
- ◆ **Logement**
Des bassins d'habitat social seraient créés et feraient l'objet de programmes de réhabilitation. Instauration d'un système de contrainte sur les offices publics d'HLM.
- ◆ **Police**
Création d'une haute autorité policière composée de personnalités qui auraient pour rôle de contrôler les services de police pour éviter les trop nombreuses bavures.
- ◆ **Séjour des étrangers**
Une commission des recours, composée essentiellement de magistrats, statuerait en appel des décisions préfectorales sur les refus de séjour. L'étranger aurait droit à une autorisation provisoire de séjour renouvelable tant que durera la procédure. Ce qui évitera certains charters de triste mémoire...
- ◆ **Droit de vote**
Les immigrés pourront participer aux élections municipales.
- ◆ **Education nationale**
Une loi de programmation scolaire qui dégagerait d'importants moyens financiers ainsi qu'un effort particulier sur les ZEP.

CREATION DU CLUB CITOYENNETE ET IMMIGRATION

Le Club citoyenneté et immigration (CCI)¹, constitué le 22 mars 1988, a organisé sa première réunion-débat le 15 avril à l'université Paris I, en présence de cent cinquante personnes et avec la participation de Benjamin Stora, maître de conférence en Histoire et sociologie à Paris VIII, auteur de plusieurs ouvrages sur l'Algérie.

Dans le comité de parrainage de ce club, on retrouve notamment Nacer Kettane, ex-président de Radio beur, et Mohamed Oussekin, le frère de Malik. Le CCI, comme il l'affirme dans sa déclaration de constitution, « n'entend pas être une nouvelle organisation, il souhaite favoriser la réflexion, notamment en invitant au débat les personnalités du monde économique et social, les responsables des organisations politiques et syndicales et les animateurs des associations culturelles ».

En introduction au débat, B. Stora relevait que la question des immigrés revenait au centre du débat politique dans le déroulement de la campagne électo-

rale. La déclaration de François Mitterrand sur sa « position personnelle » en faveur du droit de vote des immigrés aux élections locales a réanimé le débat dans les rangs de la droite.

L'orateur devait aussi rappeler que, depuis la Révolution française, la nationalité est liée à la question de la citoyenneté. C'est à partir de l'acquisition de la nationalité que les droits du citoyen sont reconnus. Or, la présence de milliers d'étrangers qui ne désirent pas l'accès à la nationalité française rend urgent le dépassement de « la fausse opposition entre ceux qui veulent devenir français et ceux qui ne le veulent pas ». B. Stora estime quant à lui qu'une autre dimension doit être prise en compte : les droits sociaux et politiques, « beaucoup plus larges que les droits en rapport avec la nationalité ».

L'orateur a également affirmé qu'il était favorable à un droit de vote à tous les niveaux. Il faut bien entendu tenir compte de la conjoncture politique, mais il est nécessaire que « la gauche pré-

sente une alternative » devant les positions d'exclusion de la droite et de l'extrême droite.

Prenant à son tour la parole, Khaled Melha, président du CCI, définissait le club comme un cadre de réflexion sur les problèmes de l'immigration. Dans le débat qui s'en est suivi, un intervenant a rappelé le fait que le droit de vote pour les femmes n'a été accordé en France qu'en 1945. Dans leur ensemble, les participants à ce débat ont souligné l'importance d'une réflexion et d'une analyse sur une question essentielle brandie par l'extrême droite et qu'elle utilise comme le premier et le plus important de ses thèmes électoraux avec la démagogie qu'on lui connaît et devant laquelle tous ceux qui se prononcent pour l'intégration des immigrés, dans les faits et non les discours, doivent apporter des réponses appropriées.

Amonkal TIDJANI

1. CCI Tour Capri, 29^e étage, 23, villa d'Este, 75013 Paris.
Tél : 45 82 16 60

rant représenté par l'UEJF et, d'autre part, les Beurs de SOS-Racisme. Toutefois, ce congrès aura permis de confirmer que l'association issue de la campagne menée autour du badge « Touche pas à mon pote » n'est pas une chansonnette d'été. Son enracinement dans l'opinion et la jeunesse de toutes les couleurs est une réalité incontournable.

Les décideurs d'aujourd'hui et de demain doivent en tenir compte !

Mohamed LAKHAL

1. François Dubet, « Les faiblesses de SOS-Racisme », *Libération* 3 décembre 1987.

AGENCE IM'MEDIA une expérience originale

La vitalité du mouvement associatif chez les jeunes issus de l'immigration a trouvé une expression originale avec la constitution de l'agence Im'media en 1983.

Cette agence, active et compétente, très présente sur les terrains qui intéressent l'immigration, est animée par des jeunes. Mogniss H. Abdallah, l'un des animateurs de Im'media, a bien voulu répondre à nos questions.

Libre Algérie — *A quand remonte la constitution de Im'media, et quel est son but ?*

Mogniss H. Abdallah — L'agence Im'media a été créée l'été 1983 à Lyon, suite à un stage que j'avais organisé avec des jeunes issus de l'immigration arabe, et d'autres, qui avaient déjà une expérience de communication locale antérieure, c'est-à-dire dans les radios libres, dans la photo, dans la vidéo et le super 8, le théâtre ou la musique.

Il s'agissait d'expériences-témoignages sur la situation des jeunes du point de vue local, on voulait faire une étude sur la valeur de cette production culturelle et trouver des cadres plus larges. Les stagiaires, au terme des deux mois de stage, ont proposé de maintenir une structure, c'est comme cela qu'à été lancé Im'media.

Pourquoi ce nom ? Parce dans Im, il y a « immigré », il y a « image » et en même temps, Im'media c'est la dimension *news*, puisque c'est une agence d'actualité sur l'actualité de l'immigration des banlieues, sur ce que l'on appelle les cultures urbaines. Il faut préciser que nous avons conçu Im'media comme une agence de presse multimédia (rédactionnel, photo, le son, l'audio-visuel et vidéo), donc notre journal s'adresse au réseau associatif, c'est un instrument de réflexion. Ensuite, en tant qu'agence de presse, nous nous adresserons aux grands médias et pas seulement à ceux qui sont censés être proches de nous. Nous voulons être très présents sur la question des crimes racistes et des problèmes posés par l'idéologie sécuritaire. Notre idée étant de communiquer à l'opinion publique l'émotion des familles et, en particulier, des mères, d'où cette appellation « les folles de la place Vendôme ».

Au moment de la création de l'agence, nous étions tous assez jeunes. Il y avait donc un besoin de formation pour répondre à l'exigence de qualité de notre produit et pour une maîtrise de l'outil audiovisuel.

L.A. — *Vous avez produit un film, « Fabrikons français ». Quel était l'objectif poursuivi ?*

M.A. — Ce film explique l'origine du débat actuel sur le Code de la nationalité et le projet de réforme. Il veut démontrer comment Pasqua et Chalandon, aujourd'hui, de façon restrictive, appliquent le Code actuel en refusant à un certain nombre de gens, en particulier les Nord-Africains, la nationalité française

qu'ils croyaient avoir depuis trente ans. Nous terminons ce film en posant la question : « être français et alors ? ». Par exemple, les harkis, qui ont donné à leurs enfants des noms français, expriment aujourd'hui, vingt cinq ans après, beaucoup d'amertume vis-à-vis de leur patrie d'accueil.

Nous produisons nos propres films au rythme d'un par trimestre environ. Le prochain traitera du Front national et de l'audience de Le Pen à Marseille. Quelle stratégie vis-à-vis de cette organisation ? Stratégie d'affrontement, de contournement, de complaisance, etc.

Ce film pourra être utilisé lors de la campagne municipale.

L.A. — *Avez-vous des rapports avec le CEMI ou d'autres associations ?*

M.A. — Oui, bien sûr, nous avons des relations avec le CEMI et d'autres organisations. Je suppose que tu évoques la tenue du colloque du CEMI. Je voudrais dire à ce propos que nous sommes très fâchés, parce que ce colloque qui avait pour thème « Médias et immigration » a fait l'impasse sur les médias immigrés, qui sont des médias de combat et de lutte, pour ne s'adresser qu'aux grands médias en argumentant sur l'efficacité et le large public.

Nous allons nous battre en tant qu'agence dans le milieu des journalistes issus de l'immigration pour qu'un bilan préalable de ces médias serve pour savoir si la transition vers les grands médias doit se faire tel que cela se passe aujourd'hui.

On a beaucoup parlé de la mainmise de SOS-Racisme, c'est-à-dire d'antiracistes franco-français, par exemple, sur le mouvement antiraciste. Eh bien, dans le journalisme, dans les grands médias, la même chose se passe depuis 1985. C'est un développement déplorable qu'il faudrait discuter. Or, le colloque de CEMI a consisté finalement à faire du pied aux journalistes de la grande presse pour s'y intégrer. Il est inadmissible de demander à ces journalistes de faire le bilan d'émissions comme *Mosaïques*, par exemple.

L.A. — *Comment vous intégrez-vous dans la préparation des Etats généraux de l'immigration ?*

M.A. — On va y participer parce que le débat sur la nouvelle citoyenneté nous intéresse au premier chef. Ceci étant, le problème de ces Etats généraux provient de ce que, justement,

ces Etats généraux ne provoquent pas de saut qualitatif important. Ils se préparent plutôt à être une tentative d'une partie du mouvement associatif immigré, une partie très précise, à se manifester dans le désarroi actuel.

Je pense qu'il n'aurait pas fallu appeler cette réunion Etats généraux, cela porte à confusion et risque d'en provoquer l'échec, ce d'autant plus qu'il n'y a pas eu de travail et de contacts diversifiés du mouvement beur ou du mouvement de l'immigration. Cette diversité est très conflictuelle, alors que l'un des objectifs de ces Etats généraux est de faire le bilan du mouvement beur ces dernières années. Je vois mal comment il est possible de faire ce bilan sans, au moins, avoir un contact, sinon une discussion approfondie avec les différents protagonistes. Voilà ce qui explique mon scepticisme vis-à-vis de ces Etats généraux qui risquent de prendre la forme d'une « grande messe ».

L.A. — *Que penses-tu du débat sur la citoyenneté ?*

M.A. — En ce qui concerne le débat de fond sur la citoyenneté, je pense qu'il y a, en France, une confusion entre nationalité et citoyenneté. Il est donc important, au niveau des principes, de

dissocier ces deux notions. Au niveau de la réalité, je remarque une chose, c'est que la revendication du droit de vote pour les immigrés est une revendication des plus louables.

Mais, dans la réalité, quand les immigrés veulent avoir une expression politique, ils prennent les chemins de traverse, c'est-à-dire la nationalité française. C'est un constat que je fais sans porter de jugement idéologique. On s'aperçoit que certaines « grandes gueules » de l'immigration, qui ont la nationalité française depuis longtemps, affichent de grands sentiments communautaires. Ce n'est pas loyal, notamment vis-à-vis des immigrés qui, eux, sont confrontés à la déchirure qu'implique dans leur famille et dans leur vie le fait d'aller en tôle ou de refuser la nationalité, etc.

L.A. — *Dans le dernier numéro du journal, tu as été assez critique à l'égard de SOS-Racisme ? Est-ce délibéré ? Y a-t-il eu des rapports conflictuels qui justifient ces critiques ?*

M.A. — Du premier jour de l'apparition de la petite main, ma réaction spontanée a été de me demander à quoi correspondait ce paternalisme du « Touche pas à mon pote » d'un Français qui parle à un autre Français de son pote immigré.

J'ai jugé cela comme une opération de déstabilisation des acquis des années antérieures où les jeunes immigrés s'étaient engagés dans le mouvement antiraciste, au cours des marches, mais aussi dans des mobilisations moins spectaculaires sur les questions de justice, de police, sur le plan culturel et aussi au niveau des initiatives dans les quartiers et les cités. Dans les cités, les jeunes immigrés se constituent comme force de réhabilitation du tissu social, comme une revitalisation de ce

tissu social et qui explique la floraison d'associations de quartier remplies de jeunes de toutes origines. Ce n'est donc pas simplement un problème de contrôle du mouvement antiraciste au niveau de sa représentation politique, c'est une réalité, mais en fait, pour SOS, une volonté de reprendre le contrôle sur le mouvement antiraciste, télégué par un certain nombre de gens au gouvernement, Jack Lang, Laurent Fabius, etc., je le dis d'autant plus précisément que l'on sait qu'après la première marche pour l'égalité, le gouvernement était convaincu de l'adhésion du mouvement beur.

Les manifestations de soutien aux grévistes de Talbot, par exemple, ou contre les crimes racistes et sécuritaires ont été des éléments de clivage qui ont amené une certaine défiance. Ils ont aussi réalisé que l'antiracisme était le principal thème de mobilisation de la jeunesse, en particulier dans la jeunesse scolarisée. Et de fil en aiguille, SOS-Racisme s'est affirmé comme un organisme de deal politique avec les institutions. Avec la gauche, premièrement, mais également avec Pasqua et Séguin, SOS jouant les états majors, les institutions contre le développement de comités indépendants et locaux.

Par exemple, dans le cas des comités de prévention contre le racisme, SOS-Racisme a préféré aller voir le maire, les institutions et discuter dans les bureaux plutôt que voir se développer l'organisation sur le terrain. SOS-Racisme, en même temps, développe un sentiment de ce qu'ils appellent la « génération morale ».

Propos recueillis par Mohand LAACHEB

Agence IM'MEDIA, 38, rue des Maronites, 75020 PARIS
Tél : (1) 46 36 01 45

Paysage audiovisuel et immigration

Les rapports entre médias et immigration ont été, ces derniers temps, sous les feux de l'actualité, avec la suppression de *Mosaïques*, son remplacement par *Ensemble aujourd'hui* et la non-autorisation d'émettre de certaines radios communautaires animées par des immigrés.

Ces problèmes ont été l'objet d'une conférence de presse, le 13 avril, à la Maison des travailleurs immigrés.

Ensemble aujourd'hui ou l'exclusion

La conférence était animée par Nacer Kettane, président de Radio Beur, et Mohamed Mebtoul, membre de l'équipe *Mosaïques*. En introduction, Nacer Kettane a insisté sur la place des cultures et des communautés issues de l'immigration dans le PAF. Il a notamment affirmé :

« Il n'est pas superflu d'interpeller ensemble les partis sur les enjeux futurs de la place de notre communauté. » C'est pour lutter contre l'exclusion des immigrés des moyens de production dans la communication que les organisateurs de la conférence ont pris l'initiative de s'adresser aux décideurs.

Mohamed Mebtoul, quant à lui, est intervenu pour revenir sur les raisons officielles avancées pour justifier la suppression de *Mosaïques*, c'est-à-dire « trop de Maghrébins », et la nécessité d'ouvrir l'émission à l'ensemble des communautés immigrées. Le résultat, c'est qu'*Ensemble aujourd'hui* existe (pour combien de temps ?) mais que « personne n'en parle », comme le remarquait l'orateur.

Le représentant de Radio Figue (Rouen) est intervenu pour parler de l'impact des radios locales sur la vie des commu-

tés étrangères, radio dont la plupart des subventions ont été supprimées par les pouvoirs publics.

L'animateur de Radio Figue a également dénoncé la sous-représentation manifeste des personnes issues de l'immigration à la télévision. A de rares exceptions (Rachid Arab, Nadia Samir...), l'intégration tant vantée a du mal à se réaliser dans le paysage audiovisuel français. Il convient aussi de souligner le caractère absurde d'une situation où ce sont les immigrés (via le FAS) qui financent une émission qui leur est en principe destinée et dont ils sont exclus de la conception comme de la réalisation.

Différents orateurs devaient revenir sur le fait que la perte d'audience de la nouvelle émission pourrait aboutir à la disparition pure et simple de toute expression migrante à la télévision.

Pour conclure la conférence de presse, Nacer Kettane a présenté les propositions des organisateurs du débat face à la situation de volonté de marginalisation médiatique des immigrés par les pouvoirs publics.

Mohamed LAKHAL



DJURDJURA

Une montagne de chants d'espoir

Il est l'un des groupes maghrébins dont le renom dépasse aussi largement les frontières de notre pays. Vous avez sans doute deviné de qui il s'agit. C'est Djurdjura, bien évidemment ! Dix années ont passé depuis que ce groupe de musique berbère a commencé à se produire. La réussite et le succès de ces dix années sont dues à un travail rigoureux et professionnel du grand talent de Djhora. Cela est particulièrement visible dans le déroulement du spectacle au cours duquel rien n'est négligé. De la sonorisation aux jeux de lumière en passant par la mise en scène et les costumes. Tout est au point !

Aujourd'hui, Djurdjura n'a rien à envier aux plus grands artistes du monde. Grâce à son talent, son courage et beaucoup de persévérance, Djhora a réussi à faire connaître et aimer sa musique et, à travers elle, la langue et la culture berbères.

Djurdjura a enregistré quatre albums et s'est produit dans de nombreux spectacles de grande qualité. Un compact-disque est en préparation. Les plus prestigieuses émissions de télévision, telles que « Le grand échiquier », de Jacques Chancel, « Champs-Élysées », de Michel Drucker et autres Jacques Martin ont reçu Djurdjura.

Libre Algérie — Il y a maintenant dix ans que Djurdjura existe. Dix ans de succès. Djhora, pouvez-vous nous raconter comment tout cela a-t-il commencé ?

Djhora — Tout cela a commencé un jour de septembre, je cherchais une musique pour mon film et mes pas me guidèrent chez un monsieur qui s'occupait d'artistes, dont quelques Maghrébins. Depuis, Hervé Lacroix est devenu mon producteur et je dois dire que c'est à lui que je dois de chanter.

L. A. — En 1976, vous avez réalisé un film, Ali aux pays des merveilles. On peut dire que vous aviez innové en étant la première femme algérienne réalisatrice de cinéma.

D. — J'ai réalisé mon premier film en 1970, je préparais encore ma licence et ma maîtrise de cinéma à l'université. Le fait que je sois la première est peut-être le reflet de notre époque et de ma génération. C'est-à-dire un moment de l'histoire où les femmes veulent choisir de s'épanouir dans leur personnalité.

L. A. — Djhora, quand on sait que vous êtes aussi la première artiste algérienne, voire maghrébine, à revendiquer la place de femme dans notre société, on peut dire que vous avez une âme de pionnière.

D. — J'ai toujours été préoccupée par les problèmes de la femme, car ce sont des problèmes que j'ai vécus. Toute mon existence est déterminée par cela. J'ai toujours eu un sentiment de révolte par rapport au statut mineur de la femme, à l'autorité masculine, au système patriarcal tel que nous le vivons à l'échelle planétaire. C'est ainsi que, bien avant de créer Djurdjura, je participais déjà à des séminaires internationaux sur l'émancipation des femmes. Mon propos, à ce point de vue, concerne aussi bien les femmes maghrébines que celles du monde entier. Je pense que beaucoup de femmes algériennes ont eu ce sentiment avant moi, j'ai peut-être eu le courage de le dire tout haut, ce qui m'a d'ailleurs fait dire que « nous chantons tout haut ce que nos mères ont fredonné tout bas ».

L. A. — Votre premier album est

sorti en 1979, le jour même de votre passage au Théâtre de la ville. Son succès a été immédiat et le public, aussi bien français que maghrébin, vous a tout de suite adopté. Comment avez-vous ressenti cela ?

D. — Le passage au Théâtre de la ville a été une réponse spontanée du public. Djurdjura était le seul groupe algérien à y passer depuis Marguerite Taos Amrouche, nous avons eu l'immense plaisir de voir que des gens s'étaient déplacés de toute la province, de Lyon, de Marseille, etc. mais aussi d'Algérie (et même quelques passionnés de Moscou) pour venir nous voir. Tout était complet depuis plusieurs semaines. Tous les soirs, un public nombreux attendait dehors dans l'espoir de rentrer. Je les remercie tous car cela a été le premier vrai encouragement.

L. A. — Vous êtes une des rares artistes maghrébines à avoir réussi à faire connaître et apprécier notre chanson et, avec elle, notre culture et notre langue, à l'échelle internationale...

D. — Le fait que Djurdjura ait rencontré un écho international est une chance, mais aussi une volonté de notre part, car notre objectif était de faire rayonner nos chants et, à travers eux, notre langue et notre culture berbères. Pour cela, nous nous sommes attelées au travail avec une grande rigueur et nous avons eu une autre conception de notre musique. J'ai voulu, personnellement, faire une musique qui me ressemble, qui reflète ma personnalité, ma sensibilité, je me suis souvent inspirée de la musique traditionnelle, tout en utilisant les techniques nouvelles et les instruments modernes.

L. A. — Vous avez participé à plusieurs manifestations sur les droits de l'homme, la chanson est-elle pour vous une arme de combat ?

D. — Oui j'ai participé à plusieurs manifestations sur les droits de l'homme, mais aussi à des manifestations sur la paix, sur la faim dans le monde, sur la lutte contre le racisme. Comme dit le poète chilien, « nous ne ferons peut-être pas la révolution avec des chansons, mais nous la ferons en chantant ». Cela dit, je rêve d'un monde où chacun

aurait le droit de vivre en paix et je déclare présente, toujours et partout, où il faut défendre le droit à la vie, à la liberté, à la sûreté de sa personne.

L. A. — Vous avez chanté dans de nombreux pays, mais jamais en Algérie. Pourquoi ?

D. — Vous savez, quand j'étais petite fille, je me souviens du 5 juillet 1962. On avait porté des vêtements et des rubans aux couleurs du drapeau algérien, vert, blanc, rouge. On faisait des you-you, nous avions envahi les rues et faisons exploser notre joie. Notre indépendance, c'était notre liberté, notre dignité. Nous allions enfin être respectés. Finalement, rien n'a changé, pour moi. Ni pour des millions de femmes comme moi. Il a fallu se battre seules contre les tabous, les mentalités arriérées, les contraintes qui freinaient notre développement. Les revendications, propos tenus dans mes chansons, ne sont autres que des bribes de ma vie, des larmes versées, des espoirs nourris pendant des années. Le fait de valoriser les droits de la femme, de chanter en Berbère, de porter haut le drapeau algérien est un signe de bonne santé de la jeunesse algérienne que nous représentons.

Cela devrait être un objet de fierté pour l'Algérie et le fait que Djurdjura ne chante pas en Algérie reste un point d'interrogation. Mireille Mathieu, oui ; Dalida, oui ; Djurdjura, non ! Pourquoi est-on si complaisant vis-à-vis des uns et si injuste vis-à-vis des autres ? Pourquoi ce silence, pourquoi ce mépris ?

L. A. — En tant que femme, comment vivez-vous votre métier ?

D. — J'ai choisi la chanson à un moment où, dans ma vie, le besoin de me faire entendre était devenu urgent. M'exprimer, communiquer était vital pour moi. Il m'a fallu lever des tabous, des freins, des interdictions de mon environnement social, de l'éducation que j'ai reçue, en un mot, il fallait oser.

L. A. — Pensez-vous que beaucoup de femmes acceptent leur sort parce qu'elles n'osent pas ?

D. — D'une certaine manière, oui. Parce qu'il est plus facile de dire oui que de dire non. Dire non c'est assumer, c'est faire un

choix, c'est ne pas accepter. Oser est lié à la peur fondamentale de prendre des risques et d'en assumer les conséquences. C'est de cette peur dont il faut se libérer.

L. A. — Pensez-vous vous en être libérée ?

D. — Vous savez, je suis un être humain comme tout le monde, avec ses défauts, ses qualités, ses forces et ses faiblesses. Pour moi, tous les chemins sont bons, je fais mon expérience de la vie, comme tout le monde, à travers l'amitié, l'amour, la famille, les responsabilités, l'art et tout ce qui m'environne. Je suis toujours la même dans ce qu'il y a de fondamental. Je me passionne toujours pour la beauté des choses, j'ai toujours soif de savoir, simplement, j'essaie de ne plus être victime de mes émotions. Je reste ouverte sur l'extérieur, tout en essayant de faire de la place à l'intérieur de moi-même, pour moi.

L. A. — Vous êtes déroutante. Parfois vous paraissez grave et parfois, au contraire, très enthousiaste et pleine de joie de vivre.



D. — Mais c'est que je suis tout cela à la fois. Quand j'étais adolescente, j'avais un idéal et je voulais l'obtenir à tout prix. Depuis, j'ai appris que vivre est une affaire d'aventurier, un parcours de combattant.

La vie n'est-elle pas une série de questions posées aux autres ? Mais surtout à soi-même.

Les jours passent apportant bonheur ou malheur. Le tout est de savoir les vivre.

L. A. — Quel est le meilleur souvenir de votre carrière ?

D. — Il y en a eu plusieurs, dont un... Oui, je peux vous en raconter un, qui se rapporte au Chant des muettes. Nous l'avions monté pour la première fois à l'inauguration du festival de Carcassonne, dans le théâtre antique, le Chant des muettes est une fresque pluridisciplinaire où le chant, la danse et la poésie se marient avec la vidéo, le théâtre et la présence d'animaux. Un conteur, sorte de coryphée, nous emmène dans un monde imaginaire, merveilleux, aux mille facettes, se promenant dans le passé, le présent et l'avenir. Alors, lors de la représentation en plein air, il se mit à pleuvoir. Le public, accroché au spectacle ne bougeait pas, aussi, j'ai cru que la pluie était sortie de mon imagination. En fin de compte, j'ai réalisé qu'il pleuvait vraiment, lorsqu'en me retournant je m'aperçus que tous les violonistes s'étaient éclipsés, ne pouvant plus jouer de leurs instruments, et que leurs partitions étaient trempées.

L. A. — Si vous aviez un conseil à

donner à des jeunes filles qui voudraient chanter, que leur diriez-vous ?

D. — Je leur dirais qu'il faut qu'elles sachent que ce métier n'est pas un conte de fées et qu'elles ne réussiront que grâce à leur travail et à leur ténacité. Et qu'il faut chanter avec le cœur...

Propos recueillis par Moh

CINEMA

Cry freedom ! Richard Attenborough

Après le monumental *Gandhi*, une fresque à la dimension de l'homme, Richard Attenborough dresse le portrait saisissant d'un autre personnage historique, Steve Biko. Issu d'un township (Soweto), tristement célèbre pour ses émeutes, qui aboutiront au massacre de centaines de victimes ; Biko, à l'instar des grands dirigeants noirs (Luther King, Lumumba), incarne la révolte contre tous les systèmes d'oppression et de discrimination.

Etudiant, il milita activement à la création d'un front pour la libération de l'Afrique du Sud et l'abolition de l'apartheid. Assigné à résidence pour trouble de l'ordre public, il fera la connaissance de Donald Woods, journaliste blanc, libéral, qui, par une prise de conscience progressive, prend le risque de s'opposer au régime ségrégationniste de Pretoria. Il sera obligé de fuir l'Afrique du Sud pour publier un livre qui servira d'ailleurs à l'écriture du scénario de ce film.

La rencontre de ces deux destins que tout séparait orien-

tera le film vers un dialogue constructif et une amitié sur laquelle insistera particulièrement le réalisateur en partageant la durée du film entre les deux protagonistes.

La mort de Biko (à trente ans) sonne le *Cry freedom* de Donald Woods, dont la publication de l'ouvrage après une fuite rocambolesque, fera l'effet d'une bombe.

Aidé par un scénario soigneusement écrit, en collaboration avec Woods, et d'une équipe technique aguerrie à l'expérience de Gandhi, Attenborough développe son goût de plus en plus prononcé pour le cinéma documentaire en participant à l'écriture d'une histoire et d'une mémoire constamment menacées de génocide.

La scène de destruction du township sur laquelle s'ouvre le film est un lever de rideau sur les méthodes d'extermination pratiquées dans ce pays ; les mêmes seront à l'œuvre dans ce lâche assassinat de Steve Biko. Une mort qui transforme la victime

en héros, et le cinéaste excelle dans ces mouvements de foule qui constituent un rituel de célébration et de révolte. Quand on pense à la banalisation quotidienne que les médias répandent avec un idéal du fait accompli, l'intérêt de ce film réside dans la déconstruction de l'image en l'investissant du devoir de témoigner sur l'arbitraire de la violence et de la cruauté du régime de Pretoria, dont la condition même de l'existence est maintenue par « le régime ségrégationniste et tortionnaire ».

Dans cette séquence où Biko est jugé, s'établit un dialogue entre le bourreau et sa victime et Biko dans les mots de tous les jours dit : « Tout ce qui est noir est maudit » ; le racisme a une origine dans le système colonial qui le produit. Le parallélisme Gandhi-Biko n'est pas un choix innocent et Attenborough choisit des personnages qui échappent aux discours extrémistes, mais qui demeurent mûs par de grands idéaux : l'amour de la liberté et de la justice.

Karim HAMDANI

MUSIQUE

Moh CHERBI et Mouloud AIT AMER
Poésie berbère contemporaine

Poésie berbère Tamedyazt n tmazight - Imeslayen usirem Paroles d'espoir de Moh Cherbi et Mouloud Aït Amer. Editions Disco-Laser, 55, rue Marcadet, 75018 Paris. Prix : 25 francs.

Imeslayen usirem, paroles d'espoir, est le titre que Moh Cherbi et Mouloud Aït Amer ont donné à leur montage poétique. Cette cassette ne contient pas moins de douze poèmes engagés. Ces deux poètes, que nous avons eu le plaisir de voir plusieurs fois sur scène, notam-

ment cette année, sont bien connus du public kabyle par leur nombreuses compositions interprétées par différents chanteurs. Ils ont redonné un souffle nouveau à la poésie berbère en utilisant un lexique riche et diversifié provenant de plusieurs parlers de la langue tamazight.

Ces poèmes, récités par trois personnes, les deux comparses et une jeune chanteuse, Zohra, sont accompagnés d'une musique classique. La cassette débute avec la ballade d'un poète, scène au champ de Berlioz. Le fond musical est le boléro de Ravel. Les intertextes sont embellis par une musique particulièrement légère de J.-S. Bach.

Grâce à la jaquette dépliant, cette cassette peut être utilisée comme un support pédagogique pour l'enseignement de la langue berbère. L'écoute de la cassette et la lecture des textes, entièrement transcrits, permettent de maîtriser la phonétique et d'aider à mieux connaître les structures et l'orthographe de la langue.

Dans certains pays, comme la France, la poésie, après avoir été pendant longtemps le genre littéraire le plus apprécié, a perdu beaucoup de son audience, contrairement aux pays où la tradition orale demeure encore vivante et où la poésie occupe une place très importante. C'est le cas de la culture berbère.

MOH

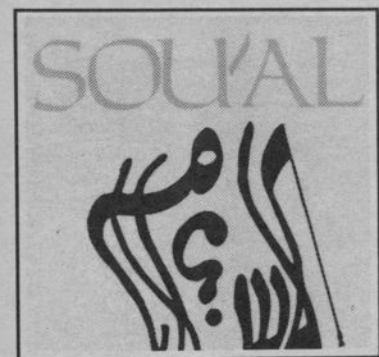


PUBLICATIONS

Sou'al : pour comprendre le monde arabe

Sou'al, n° 5, avril 1985, *l'Islamisme aujourd'hui*. Rédaction administration, 25, rue des Boulangers. 75005 PARIS. Prix : 60 francs.

Dans sa livraison de février 1988, la revue trimestrielle *Sou'al*, dirigée par l'historien marxiste algérien, Mohamed Harbi, poursuit son analyse du monde arabe. Après avoir publié un dossier, rapidement épuisé,



sur les femmes dans le monde arabe, *Sou'al* avait consacré, en avril 1985, son numéro 5 à *l'Islamisme aujourd'hui*.

Dans une présentation remarquable, M. Harbi analyse le prétendu « renouveau de l'islam », dégage les causes sociales, politiques et idéologiques qui sont à l'origine de cette émergence et caractérise les différents courants islamiques. Dans des pays comme le Pakistan ou le Soudan, l'islam n'est que la couverture dont se sont revêtus des régimes despotiques. « Avec ceux là », dit M. Harbi, *le combat est politique, la religion n'est qu'un prétexte*.

En Arabie Saoudite, l'islam a cimenté des tribus éparses dans le cadre d'un royaume, mais le pétrole a bouleversé la société tout en renforçant l'emprise de la religion. Plus importantes

sont les études faites sur le phénomène islamique au Machrek, dans les pays où les classes sociales, les syndicats et partis ouvriers, le mouvement nationaliste se sont constitués à l'aube du XX^e siècle et où la formation de l'Etat-nation moderne est le produit de l'activité des masses.

Pendant les années décisives (1930-1960), ce n'est pas l'islam, mais le nationalisme arabe et le communisme qui servent de drapeau à toutes les couches de la société contre le colonialisme. Aujourd'hui, poursuit Harbi, les mouvements islamiques « ont un trait commun, l'indigence de la pensée. leur popularité tient moins au rayonnement de leurs idées qu'à la volonté des classes populaires d'abolir les conditions qui leurs sont faites ».

Au Maghreb, c'est en Tunisie que l'exemple est le plus net. Le

Mouvement de la tendance islamique (MTI) n'existe que du fait de la faillite du Néo-Destour au pouvoir et de la répression permanente contre les partis et l'UGTT. Mais le projet du MTI n'a rien de progressiste.

Au Maroc, et plus encore en Algérie, où c'est le mouvement nationaliste forgé depuis l'Etoile nord-africaine qui a créé l'Etat, les mouvements islamiques sont en quelque sorte déracinés. Au total, « l'islamisme exprime le désarroi des générations nouvelles, des étudiants et des milliers de marginaux qui désespèrent de l'avenir ».

Il reste un puissant facteur de déstabilisation mais rien n'indi-

que qu'il est un projet de société crédible ».

En d'autres termes, l'islam est idéologie de mobilisation qui n'a pas fini sa mue. Et cela fonde l'exigence de la laïcité de l'Etat dans tous les pays musulmans. Parmi les publications consacrées au monde arabe, *Sou'al* tend à s'imposer comme une revue marxiste d'analyses et de recherches de grande qualité. Regrettons son caractère un peu trop universitaire, sa périodicité bi-annuelle et l'étendue de son champ d'investigation, le monde arabe en transformation permanente et accélérée.

Youssef DJEDRA

Se faire aimer... grâce à la magie

Nedjima PLANTADE, *La guerre des femmes. Magie et amour en Algérie*, Editions La boîte à documents. Prix : 89 francs.

« En Afrique du Nord, les femmes entretiennent un état de guerre permanent », nous affirme l'auteur de cette superbe étude sur la magie et l'amour en Algérie. Pour se combattre ou bien pour arriver à dominer une situation (répudiation, polygamie...), les femmes utilisent cette arme redoutable par laquelle elles peuvent tout oublier et tout guérir : la magie.

En Algérie, comme dans tous les pays où la tradition orale demeure encore vivante, la ma-

gie et la sorcellerie sont omniprésentes. En étudiant la magie d'amour, « domaine des femmes par excellence », l'auteur a découvert les secrets les plus intimes du monde féminin et a retrouvé particulièrement vivantes des croyances et des pratiques très anciennes. Les recours à la magie sont encore très courants en Kabylie. C'est dans cette région montagneuse de l'Algérie que Nedjima Plantade a trouvé un terrain propice pour étudier le rapport des femmes aux hommes. La connaissance de la langue berbère l'a beaucoup aidée et lui a permis de mieux comprendre ces pratiques mystérieuses et complexes. Pour accéder à une quelconque connais-

sance de l'amour et de la sexualité, sujets encore tabous, il a fallu passer par le biais de la magie qui « occupe la plus grande partie de la vie cachée des femmes ».

« La magie d'amour, nous affirme l'auteur est un pouvoir féminin, transmise par la voie féminine et s'adresse à une clientèle féminine ». Les hommes, eux, affirment ne pas y croire, mais ils redoutent ces pratiques dont ils se considèrent les « victimes potentielles ». Encore aujourd'hui, en Kabylie, quand une jeune fille n'a pas de prétendant, alors qu'elle a atteint l'âge du mariage, toute la famille s'affole et la seule solution est d'aller rendre visite à une magicienne.

La magie positive, c'est-à-dire dirigée vers soi, permettra à la jeune fille de devenir plus belle pour attirer un prétendant et, pour que cela se réalise, il suffit parfois d'une seule visite. La magicienne récite « des vers plus ou moins ésotériques accompagnés de manipulations du chapelet ».

« Pour atteindre l'idéal féminin, chaque femme qui doit en franchir les étapes constitutives depuis le mariage, la pérennité de son couple et la prise en main du destin de ses enfants convoque la magie, science incontestée des femmes ». L'étude précieuse de Nedjima Plantade est d'un grand apport, car elle nous a permis de découvrir un côté de la femme algérienne jusque-là encore jamais étudié.

MOH

Nedjima Plantade



LA GUERRE
DES FEMMES
Magie et amour
en Algérie

PANORAMA SPORTIF

Le mois d'avril en Algérie a été marqué en sport par des manifestations d'un bon niveau : quatrième championnat d'Afrique de hand-ball des clubs, la fin du championnat d'Afrique de football des clubs vainqueurs de coupe...

Football EL HARRACH OUT !

Après avoir limité les dégâts en Coupe d'Afrique des nations, au Maroc, en se classant à la troisième position, les footballeurs de l'équipe nationale retrouvent leurs clubs respectifs pour une nouvelle aventure de Coupe. C'est le club d'El Harrach qui ouvre les seizièmes de finale par une victoire (un à zéro) sur le club de Bizerte en match aller à Bizerte (Tunisie).

Cette courte victoire sera cependant insuffisante car, au match retour, El Harrach s'in-

Même avec Meddane, El Harrach n'a pas pu s'imposer.



clinera sur un but à zéro sur son propre terrain. L'épreuve de tir au but sera fatale aux Harrachis.

Volley LE SACRE AU M.D'ALGER

Le Mouloudia d'Alger décroche, en battant le club sétifien, le titre de champion d'Afrique des clubs lors de la septième édition qui s'est déroulée à Alger du 17 au 31 mars. Les Algérois se sont imposés sans trop de difficultés face à une Entente sétifienne aussi prédisposée. L'organisation de cette manifestation et surtout cette victoire du Mouloudia arrivent à temps pour rehausser l'image de marque de cette discipline, qui a toujours été le parent pauvre du sport collectif en Algérie. D'autre part, le volleyeur du Mouloudia Tizi-Oualou vient d'être élu meilleur joueur africain 1988. Ce palmarès permettra-t-il une sensibilisation des responsables de structure afin de mieux prendre en compte cette discipline, ou sombreront-ils dans l'autosatisfaction et réserver à cet élan le sort qu'avait été celui du football.

L'équipe féminine du même club s'est classée troisième devant le Club africain (Tunisie) et Ahly (Egypte), deuxième au cours de la troisième édition de ce même championnat.

QUAND LES DIRIGEANTS S'Y METTENT...

Le Chabat de Belcourt a déclenché, non sans fracas, une réunion de la fédération à l'issue de laquelle il déciderait de « suspendre sa participation au championnat national » à la suite de menaces, agressions, etc. dont ont été victimes les joueurs lors du déplacement qu'il a effectué à Relizane. Cette vingt-cinquième journée du championnat national s'est très mal terminée pour les Belcourtois, non seulement par une défaite (3-2), mais aussi par des agressions qui auraient fait quelques blessés parmi ses joueurs. Notons par ailleurs que, pour le journaliste d'El Moudjahid, le problème se résume en deux phrases, c'est « la faiblesse de l'arbitrage qui fut à l'origine d'une fin de partie houleuse qui est à mettre aux oubliettes ».

1. El Moudjahid du 15-16 avril 1988.

BOUCS EMISSAIRES ?

La quatrième édition de la Coupe d'Afrique des vainqueurs de coupe qui s'est déroulée du 25 mars au 2 avril 1988 à Oran s'est terminée dans une totale pagaille et sans cérémonie des trophées et des médailles. C'est le résultat du match (13-13) du Mouloudia d'Oran-Mouloudia d'Alger qui aurait été à l'origine



de cette situation. Dès la fin de la rencontre, les joueurs du Mouloudia d'Oran auraient demandé des prolongations, mais la compétition étant sous forme de championnat en raison de l'insuffisance des équipes participantes, ces prolongations n'avaient pas lieu d'être. Ce qui aurait exacerbé les esprits. Mais comment en est-on arrivé à cela ? Les organisateurs sont-ils responsables ? Les joueurs de ce niveau peuvent-ils ignorer le règlement ? A qui la faute ?

La FAHB, qui ne semble pas rentrer dans ces considérations,

a infligé de lourdes sanctions :
— suppression de deux années fermes, avec proposition de radiation à vie pour Harrat Azzedine et Boballah Mustapha (Oran), Mokrani El Hadj (DTS) et Belaidouni Hamid (administratif) ;
— une amende de 10 000 DA au Mouloudia d'Oran ;
— suspension du M d'Oran de toute compétition internationale (officielle ou amicale) pour une durée de deux ans ;
— enfin, suspension de son terrain pour un an.

M. H.

★ BREVES... ★ ★ BREVES... ★ ★ BREVES... ★ ★ BREVES... ★ ★ BREVES... ★

* Le général Larbi Si Lahcene vient d'être mis à la retraite à l'âge de cinquante-deux ans. Une retraite anticipée qui a surpris plusieurs observateurs, car le général donnait toutes les assurances de fidélité et loyauté au pouvoir. Arabisant de formation, il s'est toujours élevé contre toute revendication culturelle berbère bien qu'il soit natif de Kabylie. Le bruit court que sa disgrâce s'expliquerait par l'insistance qu'il manifeste à éclaircir les circonstances de la mort — accidentelle — de son ami Benkaci, conseiller aux Affaires étrangères, tué lors d'un accident de voiture il y a deux ans à Paris.

* A l'initiative des trois gouvernements mauritanien, algérien et marocain, une rencontre a eu lieu à Nouakchott entre les trois ligues des droits de l'homme de ces pays. L'Algérie y a été représentée par la ligue gouvernementale, présidée par monsieur Brahimi. L'objet de la réunion était d'étudier la possibilité de création d'une confédération maghrébine des droits de l'homme. La grande absente fut la LTDH, présidée par maître Ali Yahya, et la LADH qui n'ont pas été invitées alors qu'elles sont affiliées à la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH). Manière quelque peu grossière

de contourner le débat, initié par la FIDH, sur les liens d'indépendance entre les ligues et les pouvoirs d'Etat.

* L'émetteur de radio et de télévision situé près de Boghni, en Kabylie, vient d'être volé après avoir été soigneusement démonté. Ce qui pourrait vouloir dire que les auteurs du vol (un groupe plutôt qu'un individu) auraient l'intention de s'en resservir. Sauf pour émettre à nouveau de manière parallèle, on ne voit pas à quoi pourrait servir cet émetteur...

* Un net regain d'actions de banditisme est à signaler en Algérie. La marginalisation sociale d'un bon nombre de la jeunesse encourage cette situation. Pourtant, ce n'était pas de jeunes chômeurs mais des cadres

de la SONATRACH qui, arme au poing, ont attaqué une pompe à essence de Bordj-el-Kiffan. Arrivés à bord d'un camion du journal *Horizon 2000*, ils ont été arrêtés par la gendarmerie partie à leur poursuite. Ils sont écroués à la prison d'El Harrach. Ils voulaient simplement arrondir des fins de mois difficiles pour leur nombreuse famille.

* La grogne monte au ministère de la Justice, où le personnel n'a pas été payé depuis trois mois. Il est vrai que le ministre Kharoubi est très préoccupé actuellement pour sauver son poste de ministre.

* A Blida, un vol a été commis dans un pressing spécialisé dans le nettoyage de vêtements militaires. Des civils armés sont entrés dans le magasin et ont raflé

toutes les tenues militaires dédaignant argent et matériel. De là à penser que ce sont les intégristes, influents dans la région, qui ont fait le coup...

* Les trois unités textiles de la région de Tizi-Ouzou ont reçu l'ordre de ne plus vendre leurs marchandises aux nationaux, c'est-à-dire aux grossistes-revendeurs. L'heure est à l'exportation... destination l'URSS.

* L'entreprise de construction de la wilaya de Tizi-Ouzou (WPBTP) va devoir fermer ses portes et licencier son personnel. Le manque de matériel, notamment de bois, est la raison de cette faillite. Quelques centaines de travailleurs vont donc grossir les rangs des chômeurs, certains d'entre eux vont être victimes de la nouvelle poli-

tique de restructuration.

* La construction d'une centrale nucléaire est envisagée en Algérie. Une note, qu'ont reçue les ingénieurs de l'Institut national de l'énergie nucléaire, les encourage à accélérer les plans. Le site de la future centrale est déjà retenu : Aïn-Oussera.

* Réunis il y a un mois au siège de la présidence de la république, sous le patronage du chef de l'Etat en même temps ministre de la Défense, la hiérarchie militaire avait à discuter d'une réforme de l'organisation territoriale de l'armée. La proposition de Chadli de casser les régions militaires et de les remplacer par les corps d'armée a été vivement contestée. La décision a été ajournée, mais le malaise continue.

Libre Algérie n° 13, mai 1988
BP 89, 75922 CEDEX 19

Journal fondé par Ali Mecili,
assassiné à Paris le 7 avril 1987

Directeur de la publication : Youcef Djedra
Commission paritaire n° 69 258 — Dépôt légal n° 15986
Composition et impression : Rotographie — Montreuil

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom Prénom

Adresse

.....

A retourner à Libre Algérie, BP 89, 75922 CEDEX 19
Chèque de 100 FF et de 200 FF pour l'étranger, à l'ordre de APIDI, pour un an.